

En l'absence de tout indice pour un probable aboutissement

Le FFS tient toujours à son consensus

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dixième année - N° 3648 - Ven. 21 - Sam. 22 août 2015 - Prix : 10 DA

Selon le département de la justice de l'Etat de Géorgie



Hamza Bendelladj le hacker, n'a pas été condamné à mort

Page 24

Il a adressé un message à la nation

Bouteflika : «Eradiquer les poches du terrorisme»

Page 2

Le cas de Bachar Al Assad dans la solution à la crise syrienne

Par Mohamed Habili

Dans la conférence de presse conjointe à l'issue de la visite à Moscou du ministre saoudien des Affaires étrangères, effectuée récemment, il a semblé que les positions des deux pays sur la crise syrienne se soient beaucoup rapprochées. N'eût été le différend sur la place et le rôle de Bachar Al Assad dans la recherche d'une solution politique, il est vrai une question cruciale, on aurait probablement assisté à l'annonce d'une parfaite entente entre deux acteurs majeurs dans la région. C'eût été par là même le début de la fin de la pire des crises que le Moyen-Orient ait connues ces dernières décennies, de par tout à la fois son coût humain, ses destructions massives, sa complexité, mais aussi le danger qu'elle représente pour la paix dans une partie du monde particulièrement inflammable. Bien des crises internes à un pays dépendent certes dans leur développement de l'implication de facteurs externes. Il n'en reste pas moins que ce sont les rapports de force internes qui en dernière instance déterminent leurs issues. Nulle part peut-être qu'en Syrie les causes externes ne l'ont emporté aussi nettement sur les causes internes. Il n'existe aucune possibilité pour que les protagonistes syriens aient le dernier mot dans la mise au point d'un processus de paix susceptible d'être couronné de succès.

Suite en page 3

Sellal dément

«Ni problèmes ni division au sein du gouvernement»

● Utilisation de la derdja : «Ne pas instrumentaliser les débats»



Abdelmalek Sellal s'est rendu jeudi à Constantine pour une visite de travail et d'inspection qui a coïncidé avec la célébration de la journée du 20 août. Entre projets à visiter et mises au point à faire, le Premier ministre a donné sa version aux différentes questions du jour. Lire page 3

Ligue 1 Mobilis (2^e journée) :

Le derby kabyle à huis clos

Page 23

Festival national culturel du melhoun de Mostaganem

Un spectacle poético-musical en ouverture

Page 13

Il a adressé un message à la nation

Bouteflika : «Eradiquer les poches du terrorisme»

■ À l'occasion de la Journée nationale du moudjahid, le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a adressé jeudi à Constantine, un message à la nation.

Par Thinhinene Khouchi

Il les félicite en ce 20 août et les appelle à lutter contre tout ce qui peut nuire à la stabilité du pays. Azzedine Mihoubi, ministre de la Culture l'a lu en son nom. Face au terrorisme «barbare et dévastateur», le chef de l'Etat a appelé à resserrer les rangs et à faire front uni contre le sous-développement et contre tout esprit pessimiste et défaitiste. «Pour la sauvegarde de notre pays et de notre liberté, il nous incombe à tous d'œuvrer au resserrement des rangs face aux menaces du terrorisme barbare et dévastateur qui ne connaît pas de frontières», a souligné Bouteflika. «La célébration de la Journée nationale du moudjahid nous interpelle ainsi que l'ensemble des citoyens et citoyennes, à la différence de leurs obédiences et appartenances politiques, à l'effet de faire front uni contre le sous-développement, sous toutes ses formes, et de nous dresser d'un seul bloc contre tout esprit pessimiste et défaitiste, en consolidant l'espoir et la confiance en soi afin de pouvoir appréhender positivement les difficultés économiques qui se posent aujourd'hui à la planète et de nous projeter ensemble, forts du génie de nos jeunes savants, chercheurs et créateurs, de l'ère du pétrole dans l'ère des technologies de pointe», ajoute le chef de l'Etat. Pour le président Bouteflika, «la réalisation d'une telle entreprise passe par l'investissement dans le savoir et l'intelligence, dans les énergies renouvelables et les ressources alternatives que notre pays recèle en abondance, fort heureusement». «En commémorant cette date si



chère au peuple algérien et en célébrant ses héros qui ont arraché au prix de leur vie l'indépendance et la souveraineté nationales, nous entendons surtout nous arrêter sur la symbolique des événements historiques et mettre en avant les hautes valeurs humaines qui stimulent les bonnes volontés et nourrissent, chez les générations montantes, cette fierté d'appartenir à un pays de gloires», a soutenu le président de la République. Il a ainsi appelé les Algériens à «barre la route à tous ceux qui veulent attenter à la stabilité du pays et le plonger dans l'inconnu». «Je lance un appel à tous les enfants de notre pays à s'unir pour barre la route à tous ceux qui veulent attenter à sa stabilité et le plonger dans l'inconnu», a souligné le président. «Nous n'avons d'autre choix, face à un avenir incertain à l'échelle de la planète, a ajouté le président de la République, que de nous armer des valeurs de

notre religion et de puiser, dans les vertus de notre Révolution bénie et les sacrifices de nos glorieux martyrs, les meilleurs enseignements car telles sont les vertus qui ont bravé et vaincu l'injustice». A l'approche des rentrées sociale, scolaire et universitaire, le président Bouteflika a tenu à exprimer aux enseignants et à tous les travailleurs sa considération pour leurs efforts, tout en les exhortant à consentir davantage. «A l'approche de la rentrée scolaire et universitaire et du retour de nos écoliers et enseignants aux bastions du savoir, de la connaissance et de la formation professionnelle et à l'occasion de la rentrée sociale de nos travailleuses et travailleurs qui s'appliquent en faveur du progrès de leur pays, je tiens à exprimer à tous ma considération et ma reconnaissance pour leurs efforts louables, tout en les exhortant à œuvrer davantage pour préserver les acquis moraux et matériels de

la nation», a précisé le chef de l'Etat. «L'Algérie est un legs précieux dont la préservation est la responsabilité de tous», a soutenu le président Bouteflika. Le président a mis l'accent, dans cette lettre adressée au peuple algérien, sur la dimension maghrébine de l'offensive du 20 août 1955. Lors de l'ouverture du colloque national sur «le mouvement réformiste et la guerre de Libération nationale» organisé au Palais de la culture Malek-Haddad, il a rappelé le combat militant des peuples du Maghreb arabe pour la libération et l'émancipation. Il a par ailleurs, souligné que «cette date renvoie à la profondeur historique et aux significations de grandeur et de force de ces hommes qui se sont engagés à faire l'histoire, convaincus de par la science et leur vision que le colonialisme n'était pas une fatalité». Le président Bouteflika a déclaré également que le 20 août 1955 «symbolise la solidarité de

notre peuple avec ses frères du royaume du Maroc», rappelant au nom du peuple algérien, «l'attachement de l'Algérie au projet d'édification du Maghreb arabe dans la fidélité aux valeurs élevées qui nous avaient rassemblées pendant notre lutte contre le colonialisme, la justice, la liberté, l'unité et le progrès commun». Le président de la République a adressé un message de considération aux éléments de l'Armée nationale populaire et aux membres des différents corps de sécurité, pour les efforts qu'ils accomplissent et les sacrifices qu'ils consentent dans la protection des frontières nationales et dans la lutte contre le terrorisme dans tout le pays. Il a aussi salué dans sa lettre, la mémoire de cheikh Abdelhamid Benbadis et a rendu hommage au chahid Zighoud Youcef et à tous les combattants qui ont affronté avec succès les forces d'occupation qui imposaient le siège dans les Aurès et la Kabylie. Le président Bouteflika a exprimé également sa considération aux efforts des travailleuses et travailleurs qui œuvrent pour le progrès de leur pays, à l'occasion de la prochaine rentrée sociale, les appelant à plus d'efforts et davantage de succès. A noter qu'un documentaire sur la Journée nationale du moudjahid a été projeté à cette occasion. Les travaux du colloque se sont poursuivis par la présentation de communications données par des professeurs invités. La fille de Zighoud Youcef et les membres des familles des chouhada Mohamed Hamlaoui et Fadila Saadane, ont été honorés pour la circonstance.

T. K./APS

En l'absence de tout indice pour un probable aboutissement

Le FFS tient toujours à son consensus

Plus d'une année depuis le lancement de son initiative portant «reconstruction de consensus national» entre le pouvoir et l'opposition sanctionnée par un rejet de ses deux parties, le Front des forces socialistes dit croire toujours à sa démarche politique et pourtant il n'y a aucun indice sur un probable aboutissement.

Comme chaque année, le Front des forces socialistes réserve une célébration spéciale à la journée du 20 août, date de la commémoration du 59^e anniversaire du Congrès de la Soummam. Une occasion pour le vieux parti d'opposition d'affirmer son attachement à son initiative politique portant rassemblement de l'ensemble des partis et des personnalités politiques nationales autour d'un consensus national «pour sauver le pays des différents dangers».

Dans une déclaration à l'APS en marge d'un rassemblement de recueillement à Ifri Ouzellaguen à l'occasion de la commémoration du 59^e anniversaire du

Congrès de la Soummam (20 août 1956), le premier secrétaire national du FFS, Mohamed Nebbou, dira que «le projet de consensus national se poursuit toujours et nous le défendrons jusqu'au bout». Selon Nebbou, «les différentes parties concernées sont appelées à participer à l'élaboration d'une plateforme politique unie à même de faire face à toute éventuelle crise».

D'autre part, le représentant du FFS a parlé d'une nécessité de «procéder à une évaluation nationale globale dans tous les domaines» comme première étape et puis participer à l'élaboration d'un «programme collectif et consensuel».

Selon Nebbou, «l'adoption de cette vision du consensus national est indispensable vu que le pays est entouré de dangers, notamment au niveau des frontières en raison des crises qui secouent certains pays voisins».

Ce responsable s'est aussi félicité du fait que «plusieurs personnalités et partis politiques ont adhéré et épousé cette

démarche qui fait partie des convictions du FFS inspirées de Congrès de la Soummam». Cependant, la direction du FFS ne donne pas une liste nominative sur les partis, associations ou encore personnalités nationales qui ont dit oui à son initiative sachant que le parti a tenu plus de 60 réunions dans le cadre des consultations qu'il a menées en prévision d'une première conférence nationale qui était programmée le 24 février dernier mais celle-ci n'a pas eu lieu car une grande partie des partis du pouvoir et ceux de l'opposition ont dit non à la démarche du FFS.

En l'absence d'un soutien de la part des partis politiques à son initiative portant reconstruction d'un consensus national, le Front des forces socialistes s'est tourné vers la population en reprenant ses déplacements dans les wilayas. Le FFS qui n'a pas obtenu le soutien qu'il faut pour son consensus national que ce soit de la part du pouvoir ou de l'opposition semble ne pas lâcher son initiative.

Lors de son dernier conseil national réuni en session ordinaire les 22 et 23 mai 2015 à Alger, un bilan d'étape du projet de reconstruction d'un consensus national a été adressé.

Le conseil national considère que la neutralisation de toute nouvelle dynamique nationale arrange les affaires des propositions concurrentes à celle du FFS. Ainsi, le parti s'est attaqué au pouvoir comme à l'opposition, qui n'ont pas soutenu son initiative. Malgré l'absence de soutien, le FFS se considère toujours fort.

Depuis maintenant plus d'une année après les présidentielles du 17 avril 2014, les initiatives politiques se multiplient sans aucune efficacité, dont le chantier de la révision de la Constitution, le consensus national du FFS, la transition démocratique défendue par la Coordination des libertés et de la transition démocratique sans oublier les islamistes qui peinent à se rassembler.

Nacera Chennafi

Sellal dément

«Ni problèmes ni division au sein du gouvernement»

■ Abdelmalek Sellal s'est rendu jeudi à Constantine pour une visite de travail et d'inspection qui a coïncidé avec la célébration de la journée du 20 août. Entre projets à visiter et mises au point à faire, le Premier ministre a donné sa version aux différentes questions du jour.

Par Mohamed Mabkhout

Abdelmalek Sellal s'est rendu jeudi à la ville des ponts. Une visite qui a coïncidé avec la double commémoration de la journée nationale du Moujahid et le congrès de la Soummam. Le Premier ministre a participé aux festivités de ce double anniversaire national. Il était accompagné par les ministres de l'Intérieur et des Collectivités locales, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, des Moudjahidine, de la Santé, la Population et la Réforme hospitalière, de la Jeunesse et des Sports, de la Culture et de l'Industrie et des Mines. Sellal a déposé une gerbe de fleurs et lu la Fatiha avant de poursuivre sa visite d'inspection. Lors de cette visite, M. Sellal a donné le coup d'envoi et inauguré différents projets à caractère socio-économique. Un lycée de 1 000 places pédagogiques à Ali-Mendjeli, la piscine olympique du complexe sportif chahid Hamlaoui, le centre Athéna anti-cancer, ont vu leur lancement officiel. Le Premier ministre a également visité l'Entreprise des tracteurs agricoles (Etrag) à Oued Hamimime. Saisissant l'occasion, Abdelmalek Sellal s'est expliqué sur différents sujets liés à l'actualité.



aucune brèche ni impasse. «Il n'y a aucune division au sein du gouvernement, sous la seule autorité du président de la République», a-t-il déclaré. «Le gouvernement applique un seul programme, celui du président de la République Abdelaziz Bouteflika», a-t-il ajouté. Face à de nombreux débats rapportant certaines discordes entre les membres du même gouvernement, Abdelmalek Sellal a insisté, auprès de la presse, sur le travail unifié des différents responsables dans un plan de travail commun, celui du président de la République. Le défi majeur pour le gouvernement demeure celui d'édifier une économie nationale forte et tel est l'objectif sur lequel repose notre programme, a-t-il souligné. Et d'ajouter : «Il n'est pas question que le citoyen algérien connaisse à nouveau la moindre situation de paupérisation». Le Premier ministre a annoncé qu'une réunion gouvernement-walis se tiendra le 29 août pour «créer de

nouvelles opportunités pour le développement de l'économie nationale et l'ouverture sur l'investissement», en plus d'une autre rencontre qui regroupera le 15 octobre à Biskra tous les partenaires sociaux et économiques.

Utilisation de la d'erdja : «Ne pas instrumentaliser les débats»

Le cas de la langue arabe, qui a fait couler beaucoup d'encre, a connu de son côté des mises au point de la part du Premier ministre. Certains parlent d'une incompréhension, d'autres précisent que c'est une ligne rouge et le débat s'est finalement avéré plus long. «La langue arabe est une référence constitutionnelle, civilisationnelle et culturelle et un principe tranché de manière définitive, au même titre que tamazight qu'il importe de développer et de généraliser dans le cadre de la préservation de l'unité nationale», a soutenu le Premier

ministre à Constantine. «Ce choix souverain s'inscrit dans le cadre de principes constitutionnels par lesquels l'identité et la personnalité nationales ont été tranchées de manière définitive», a-t-il ajouté. Sellal a rappelé que «le programme du président de la République est clair à cet égard et la mission du gouvernement consiste à s'employer à sa mise en œuvre, conformément à son plan d'action, en veillant à ce que l'école algérienne préserve tous ses fondements». «J'ai suivi engagé beaucoup d'intérêt le débat engagé au titre de la Conférence nationale d'évaluation du système éducatif et je ne peux que m'en féliciter car il constitue un apport et une contribution au développement de l'école et du système éducatif», a encore rappelé le Premier ministre, insistant sur le fait qu'«il n'est dans l'intérêt de personne d'instrumentaliser les débats à des fins politiques et de les sortir de leur contexte éducatif et culturel». Il a appelé les uns et les autres à «ne pas faire l'amalgame entre les propositions avancées par une commission de pédagogues et d'enseignants et les décisions de l'Etat algérien dans le cadre de la poursuite de la réforme du système éducatif initiées par le président de la République avec l'installation, en 2000, de la commission nationale de réforme du système éducatif». Les propositions issues de la conférence «feront l'objet d'un examen minutieux afin d'en tirer les meilleurs avantages au profit de la communauté éducative», a assuré le Premier ministre. Pour conclure, Sellal a précisé que «si la langue arabe constitue l'outil fondamental d'enseignement de l'école algérienne, rien n'empêche que cette dernière s'ouvre à toutes les langues vivantes pour l'acquisition des sciences et des technologies».

M. M.

Industrie pharmaceutique du Groupe Saïdal à Constantine

L'entreprise appelée à satisfaire 30% du marché national

Lors de sa visite d'inspection effectuée jeudi dans la wilaya de Constantine, le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a instruit les responsables de l'unité de l'industrie pharmaceutique du Groupe Saïdal de travailler de manière à satisfaire 30% du marché national.

Le Premier ministre Abdelmalek Sellal a insisté lors de cette visite sur la nécessité d'aller vers la biotechnologie considérée comme la thérapie du futur, pour être au avant-postes dans le domaine de l'industrie pharmaceutique. Lors de la pose de la première pierre d'une unité d'insuline et l'inspection d'un projet d'une unité d'industrie pharmaceutique du Groupe Saïdal à la zone industrielle de Constantine, M. Sellal a appelé les responsables du groupe à varier la production et assurer au moins 30% de la production nationale. Le Premier ministre a rappelé que l'Algérie dispose actuellement de 600 à 700 pharmacies publiques, estimant que l'Etat devra se consacrer à la production et que la gestion de ces pharmacies devrait être confiée à des professionnels.

S'adressant aux responsables du Groupe Saïdal, le Premier ministre a mis l'accent sur l'augmentation de la production, considérant que l'Algérie dispose de moyens humains qualifiés. Il a appelé, à ce propos, à aller, à moyen terme, vers l'exportation. Il a félicité les responsables pour les efforts consentis visant à augmenter la production et le développement de l'industrie pharmaceutique, afin de rompre avec la dépendance des seuls revenus pétroliers. M. Sellal a mis l'accent sur l'importance du partenariat avec les laboratoires étrangers, notamment les firmes plus avancées qui maîtrisent la haute technologie. Pour leur part, les responsables du Groupe Saïdal ont précisé que des pourparlers se poursuivent en ce sens avec les représentants de laboratoires américains et britanniques, de notoriété mondiale. Le Premier ministre a pu suivre, à cette occasion, un exposé sur le programme d'investissement du Groupe Saïdal d'un montant de 20,7 milliards de dinars, et qui prévoit 5 usines de médicaments génériques et deux usines de médicaments biotechnolo-

giques. Le projet revêt une très grande importance stratégique et devra élargir la production d'insuline du Groupe Saïdal afin de répondre à la demande locale, diminuer les importations d'insuline, créer des emplois qualifiés et à moyen terme exporter l'insuline vers d'autres pays africains, une fois la demande locale satisfaite. Il y a lieu de rappeler que d'anciens responsables avaient promis, il y a quelques années, d'atteindre 65% du marché national en 2015. Les autorités publiques se sont engagées, durant les dernières années, à atteindre un taux de production locale de 70% afin de réduire la facture des médicaments importés, d'une part, et garantir une couverture sanitaire globale à moindre coût, d'autre part». Néanmoins, les factures d'importations du médicament continuent de coûter cher à l'économie nationale. La facture des importations des produits pharmaceutiques avait atteint près de 2,6 milliards usd en 2014, en hausse de 10,44% par rapport à 2013.

Yasmine Ayadi

LA QUESTION DU JOUR

Le cas de Bachar Al Assad dans la solution à la crise syrienne

Suite de la page une

On peut en dire autant, mais seulement, de la guerre en Irak. La différence d'avec ce pays voisin, dont la situation recoupe en partie celle de la Syrie, c'est que le gouvernement irakien n'a pas d'ennemis déclarés qui soient des Etats. Il n'y a pas en tout cas de pays dans la région pour faire du départ du pouvoir irakien la condition sine qua non de toute solution à la crise. Même si en Irak aussi les causes externes prévalent sur les causes internes. Daech n'aurait jamais vu le jour et à plus forte raison occupé une partie de l'Irak sans la guerre par procuration que s'y livrent dans la région l'Iran et l'Arabie saoudite, et à l'échelle du monde, les Etats-Unis et la Russie. Il est le sous-produit direct de cette guerre non déclarée mais protéiforme. Il est né dans son ombre, dans son ombre aussi qu'il a prospéré, et que maintenant il résiste à une coalition internationale mise sur pied spécialement pour en finir avec lui. Avant la visite du chef de la diplomatie saoudienne à Moscou, on pouvait encore se demander si le régime syrien n'était pas en train d'être lâché par ses alliés que sont en particulier l'Iran et la Russie, au vu de ses reculs sur plusieurs fronts ces derniers temps. Depuis, cette question ne se pose plus. Et pour cause, le ministre saoudien est allé à Moscou en premier lieu pour savoir si les Russes tiennent autant qu'au début à leur allié le régime syrien, incarné par Bachar Al Assad. Il en est reparti tout à fait édifié à cet égard. Il n'a pas plus tôt quitté Moscou que son homologue irakien y arrivait, peut-être pour trouver réponse à la même interrogation. En tout cas ce fut pour Sergueï Lavrov une deuxième occasion pour s'inscrire en faux contre l'idée qu'il n'existe pas de solution en Syrie qui ne soit fondée sur le départ de Bachar Al Assad, ce qui bien sûr n'était pas pour déplaire à son homologue irakien. Si les Russes et les Iraniens reculent le préalable du départ du président syrien, c'est surtout parce qu'ils sont certains que la conséquence inéluctable en serait l'effondrement du régime et de l'Etat syriens, ou plutôt de ce qu'il en reste. Le régime syrien est une dictature, c'est un monolithe dont toutes les parties se tiennent étroitement. On ne peut en enlever la tête et espérer néanmoins conserver vivant le reste du corps. Or pour être prise en compte, une solution doit être à tout le moins réaliste, théoriquement praticable, tout en étant jusqu'à un certain point satisfaisante pour l'ensemble des parties au conflit. On ne peut à la fois vouloir garder debout l'Etat syrien, pour justement éviter l'erreur commise par les Américains en Irak, et poser comme préalable la mise à l'écart du principe même de son unité. Il faut une révolution politique purement interne à la Syrie celle-là pour que Bachar Al Assad soit déboulonné sans que l'Etat syrien ne s'écroule tout entier.

M. H.

Baisse des prix du pétrole

Pas de gel des projets du secteur de l'énergie

■ Le ministre de l'Energie, Salah Khebri, a exclu jeudi le gel des projets relevant de son secteur suite à la baisse des prix mondiaux du pétrole, ajoutant que les efforts consentis pour assurer l'accès de la population à l'énergie se poursuivront.



Par Saïd B.

« Il s'agit (l'énergie) d'un secteur stratégique pour la population et il n'est concerné par aucun gel. Bien au contraire, nous essayons de continuer à développer des projets qui sont nécessaires pour satisfaire les besoins de la population et qui sont très croissants d'ailleurs », a déclaré M. Khebri à des journalistes, à l'issue d'une visite d'inspection à des infrastructures énergétiques dans la wilaya de Boumerdès. Il s'exprimait en

réponse à la question de savoir si des projets du secteur de l'énergie seraient gelés par les autorités en raison de la baisse des cours mondiaux du pétrole brut. Le ministre a, dans ce sens, rappelé que le groupe Sonelgaz a été doté d'importants financements pour pouvoir mettre en place les capacités nécessaires d'électricité et de gaz en vue de répondre aux besoins de la population en la matière. « Le groupe Sonelgaz a bénéficié d'une enveloppe de 2 200 milliards de dinars pour pouvoir mettre en place les capacités

nécessaires en termes de production, de transport et de distribution d'électricité et de gaz pour répondre à la demande nationale en la matière », a dit M. Khebri. « Les programmes (de raccordement en électricité et gaz) sont en cours, et nos déplacements au niveau des wilayas nous permettent de voir quelles sont les contraintes », a-t-il affirmé. Il a, en outre, relevé que les oppositions des particuliers au passage d'infrastructures de transport et de distribution d'énergie sur leurs propriétés continuent à entraver l'avancement des projets en

cours. « Nous avons constaté un certain nombre de blocages au niveau de certaines wilayas et qui affectent l'avancement de ces projets. Il s'agit surtout des oppositions des riverains », a déploré le ministre. Ce sont « des citoyens qui bénéficient de l'électricité et du gaz mais qui empêchent d'autres citoyens comme eux de bénéficier de cette énergie et ce n'est pas normal », a-t-il dénoncé. En effet, ces oppositions de riverains « entravent le passage des infrastructures de Sonelgaz comme les canalisations de gaz et les

poteaux et lignes électriques qui sont nécessaires pour alimenter la population locale ou celle des autres wilayas », a précisé le ministre, estimant qu'il « n'est pas logique » que ces opposants qui bénéficient de l'électricité et de gaz « empêchent les autres » d'avoir accès à cette énergie. Pour remédier à cette situation, M. Khebri a indiqué que les services de son département ministériel œuvrent en collaboration avec les autorités locales des wilayas concernées. « Nous travaillons avec les autorités locales et à leur tête les walis pour lever ces oppositions qui ne doivent pas exister et qui entravent la réalisation des projets et, par conséquent, peuvent générer demain des déficits en termes d'approvisionnement », a-t-il dit. Lors de sa visite d'inspection à Boumerdès, le ministre de l'Energie s'est rendu à la station de dessalement de l'eau de mer de Ras Djinet, à une vingtaine de kilomètres du chef-lieu de wilaya, ainsi que le projet de la nouvelle centrale électrique située dans la même localité. Une fois opérationnelle en 2017, selon les prévisions de Sonelgaz, cette future centrale devra assurer une capacité de production de l'ordre de 1 131,1 MW en cycle combiné (gaz et vapeur). Ce procédé permettra d'économiser jusqu'à 54% des quantités de gaz naturel utilisé pour faire tourner la centrale, explique-t-on. **S. B./APS**

Visite de travail et d'inspection du ministre de l'Energie à Boumerdès

La centrale de production d'électricité de Cap Djinet à réceptionner l'été 2017

Le ministre de l'Energie, Salah Khebri, a effectué jeudi une visite de travail et d'inspection à Boumerdès. Au cours de cette visite, plus précisément à Cap-Djinet, la délégation s'est rendue sur plusieurs sites, notamment la station de dessalement de l'eau de mer d'une production de 100 000 m³/j dont la mise en service a été lancée en 2012. Des explications sur le fonctionne-

ment et le réseau d'alimentation en eau potable ont été fournies. Ce projet, faut-il le rappeler, a été acquis dans le cadre du programme de soutien à la croissance quinquennal. Outre cette dernière, le ministre a visité l'ancienne station de production d'électricité de 672 Mégawatts par an. « Cette dernière est opérationnelle depuis 1986 et s'inscrit parmi les plus importantes infrastructures

productrices d'électricité du pays. Pour le maintien de la production actuelle, elle nécessite des travaux de maintenance », dira le ministre. Cette visite s'est achevée par l'inspection du mégaprojet de construction d'une centrale de production d'électricité en cycle combiné d'une capacité de 1 131,1 mégawatts par an. Le projet est confié à un groupe sud-coréen en par-

tenariat avec des opérateurs publics algériens pour un montant de plus de 73 milliards de dinars. Des explications sur le fonctionnement de l'infrastructure ont été données au ministre. Selon le chef de projet, des câbles électriques de 400 KVA relieront la station au réseau national de distribution d'électricité. La station alimentera en énergie électrique les wilayas du

centre du pays, entre autres Boumerdès, Tizi-Ouzou, Bouira, Blida, Sétif. Une fois concrétisé, le projet créera 200 nouveaux postes d'emploi pour arriver à 2 000 postes de travail permanents. Salah Khebri, satisfait de la cadence des travaux entrepris par la société chargée de la réalisation du projet, a indiqué que le projet sera réceptionné dès l'été 2017. **A.Kichni**

Sécurité sociale

Les nouvelles mesures prévues dans la LFC 2015

La loi de finances complémentaire (LFC) 2015 contient des mesures « fortes » destinées aux travailleurs du secteur informel pour les inciter à s'affilier « volontairement » à la sécurité sociale, selon le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale. « Ces mesures visent à inciter les personnes exerçant dans le secteur informel estimées à près d'un million, à s'affilier volontairement à la sécurité sociale afin de bénéficier d'une couverture sociale pour eux-mêmes et leurs ayants droit », a précisé le directeur général de la sécurité sociale au ministère, Djaouad

Bourkaïb. Selon le même responsable, « il suffit pour ces travailleurs de se rapprocher de l'agence de la Caisse nationale des assurances sociales (Cnas) de leur wilaya pour remplir un formulaire et verser une cotisation mensuelle, fixée à 12% du salaire national minimum garanti (SNMG), soit l'équivalent de 2 160 dinars par mois pour une phase transitoire d'une durée maximale de trois ans ». M. Bourkaïb a expliqué que ces mesures permettront également à ces personnes, après la formalisation de leur situation, de valider les trois années transitoires au titre de leur

retraite. Il a estimé que l'impact de ces mesures en termes de recouvrement de cotisations peut dépasser annuellement les deux milliards de dinars, soulignant également que ces nouvelles mesures permettront à l'Algérie de s'inscrire comme l'un des pays précurseurs dans le domaine de l'élargissement de la protection sociale au secteur informel. Par ailleurs, M. Bourkaïb a rappelé que le nombre des assurés sociaux a atteint en Algérie plus de 11 millions de personnes en plus de leurs ayants droit, soit un total de plus de 36 millions de personnes béné-

ficiaries d'une couverture sociale. Dans ce sens, un délai est accordé aux employeurs en infraction qui ne déclarent pas leurs travailleurs, à régler leur situation d'ici le 21 septembre prochain. « Une nouvelle mesure prévoit une phase transitoire de régularisation de situation des employeurs en infraction à la législation en vigueur, en leur accordant un délai de soixante jours à compter de la publication de la loi de finances complémentaire (23 juillet-21 septembre 2015), pour affilier à la sécurité sociale les travailleurs non déclarés », a-t-il indiqué. **R.N.**

Manque de structures de loisirs à Ouargla

Quitter la ville ou rester calfeutré chez soi

■ Le manque de structures de loisirs à Ouargla contraint les citoyens, durant la période estivale, à fuir la ville vers d'autres contrées au climat plus clément, ou à rester calfeutrés chez eux, en raison des fortes chaleurs.

Par Yanis T.

Pratiquement quasi-désertée, surtout durant les heures de pic 11 heures-midi, jusqu'à 5 ou 6 heures de l'après-midi, Ouargla ne peut, en cette période caniculaire, offrir toutes les conditions nécessaires d'accueil, poussant, ainsi, la majorité des citoyens, en l'absence de structures et moyens de détente et de loisirs, à songer à l'évasion vers d'autres lieux plus cléments et frais. Les plus nantis, qualifiés de «chanceux» car se permettant de se débrouiller, quels que soient les prix de location au niveau des grandes villes côtières, un logement ou un bungalow en bord de plage, pour passer de bonnes vacances. Beaucoup d'autres, à faibles bourses et revenus, se trouvent contraints de se cloîtrer chez eux et endurer les affres des grandes chaleurs et des tempêtes de sable, attendant le coucher de soleil, voire des températures relativement plus douces, pour sortir ou aller s'installer sur les dunes de sable. Les citoyens demeurent, en dépit de l'existence de quelques structures, dont des bassins de natation, des jardins de loisirs, concentrés au chef-lieu de la wilaya, «très insuffisants» et inaccessibles pour la plupart, insatisfaites des prestations, car ces moyens ne peuvent contenir les grands flux d'estivants, ou pour manque d'horaires aménagés pour accueillir les familles, ont indiqué des citoyens à l'APS.

Plus de 1 000 personnes se ruent vers la piscine semi-olympique de Ouargla

Située au cœur de la commune du chef-lieu de wilaya, la piscine semi-olympique «18-Février», l'unique depuis 1997, date de son ouverture, à Ouargla, à côté d'une structure similaire se trouvant à Touggourt (160 km de Ouargla), constituée, en cette période caniculaire, une destination privilégiée des différents couches sociales,



accueillant un flux quotidien de près d'un millier de baigneurs. Loin de pouvoir contenir et d'encadrer le nombre important et croissant d'enfants et de jeunes, venus même de communes voisines, les responsables de cette structure ont opté, pour satisfaire aussi bien les adhérents et la population locale, d'arrêter un programme de baignade, par groupes répartis entre 14 h et 20 heures. Cette affluente est également perceptible à travers les neuf autres bassins de natation existant au niveau des complexes sportifs, dont trois au chef-lieu de wilaya, les autres se trouvant dans les communes de Rouissat, N'goussa, El-Hedjira, Nezla, Mégarine et Témacine.

Réception prochaine d'une nouvelle piscine olympique

La réception d'une nouvelle piscine olympique à Ouargla, première du genre dans la wilaya, et actuellement à plus de 70% d'avancement de ses travaux, devra renforcer les moyens de

détente et de loisirs dans la région, selon les services de la direction de la jeunesse et de sports (DJS) qui a arrêté un ambitieux programme en la matière. Ce programme prévoit, pour combler le déficit accusé en la matière et la généralisation des équipements récréatifs à travers les régions du Sud, la réalisation d'une piscine dans chaque commune, en plus de la réalisation de deux piscines semi-olympiques dans les daïras d'El-Hedjira et de Nezla pour un coût de 350 millions DA. La création de piscines semi-olympiques dans l'ensemble des dix daïras de la wilaya de Ouargla, ainsi que l'inscription, au titre du programme sectoriel de développement, de bassins de natation de proximité dans les communes de à Blidet-Amor et Sidi Slimane, font partie des projets retenus au programme de la DJS.

Plus de 10 000 enfants de Ouargla ont bénéficié des colonies de vacances

Dans le but de répondre à l'at-

tente des jeunes et des enfants durant la période estivale, la DJS a organisé, cette année, des séjours sur le littoral au profit de plus de 10 000 enfants, contre 4 500 estivants durant les saisons précédentes, en plus de porter l'âge des bénéficiaires jusqu'à 23 ans, a précisé le DJS, Boubekeur Chethoua.

Profitant aux enfants des 21 communes de la wilaya de Ouargla, notamment ceux des régions enclavées, ces opérations de vacances ont également permis à pas moins de 190 enfants, lauréats et meilleurs apprenants du saint Coran, de bénéficier d'un séjour en Tunisie. Scindés en sessions de vacances de 15 jours chacune, ces enfants ont pu profiter, depuis le début du mois de juin dernier, des bienfaits de la plage et de la beauté des paysages

des régions visitées.

Vers la création d'un camp permanent pour les enfants de Ouargla

Les responsables de la DJS de Ouargla font état de contacts entrepris, en coordination avec les ministères de la Jeunesse et des Sports et de l'Intérieur et des Collectivités locales, pour dégager des assiettes foncières au niveau des wilayas touristiques pour la réalisation de camps d'été permanents au profit des enfants de la wilaya de Ouargla. Ce projet, qui s'inscrit au titre des priorités d'un programme national (sud-nord) et dont le démarrage est prévu prochainement, s'est vu accorder une enveloppe de 50 millions DA, selon la même source.

Y. T. / APS

Arrestation de deux contrebandiers à l'ouest et au sud du pays Saisie d'une importante quantité de carburant

Deux contrebandiers ont été arrêtés et une importante quantité de carburant et de denrées alimentaires destinées à la contrebande, a été saisie jeudi à l'ouest et au sud du pays, indique hier le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. «Dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la criminalité organisée, les éléments de la gendarmerie nationale de Reggane, relevant du secteur opérationnel d'Adrar (3ème région militaire), ont appréhendé, le 20 août 2015, lors d'un barrage dressé sur la route nationale menant vers Bordj Badji Mokhtar, deux (02) contrebandiers et on saisi un (01) camion chargé de 208 quintaux de denrées alimentaires et (1320) litres de carburant destinés à la contrebande», précise la même source. «Dans le même contexte et au niveau de la 2ème région militaire, les éléments des gdes gardes frontières de Bab El Assa relevant du secteur opérationnel de Tlemcen ont mis en échec une tentative de contrebande de (3450) litres de carburant. «Par ailleurs, deux détachements de l'Armée Nationale Populaire relevant du secteur opérationnel de Ghardaia (4ème RM) ont appréhendé huit (08) immigrants clandestins de différentes nationalités africaines», selon la même source. «De même, un autre détachement en coordination avec les éléments des Douanes algériennes, a saisi au niveau de la ville de Djamaa, wilaya d'El-Oued, une quantité de (29,75) kilogrammes de kif traité, dissimulée dans un camion malaxeur», ajoute le communiqué du MDN.

R. S.

«Non au terrorisme routier»

Thème d'un concours national de dessins d'enfants

Une nouvelle édition du concours national de dessins d'enfants sera lancée le 1^{er} septembre à partir d'Oran, sous le thème «Non au terrorisme routier», a-t-on appris des organisateurs. Cette épreuve artistique, initiée avec le soutien du ministère de la Culture, a pour objectif de «promouvoir les jeunes talents en herbe parmi les élèves des quatre coins du pays», a précisé Nasreddine Bentayeb, président de l'association locale «Le Libre Pinceau». Le concours s'étend jusqu'au 15 octobre prochain et sera suivi de la sélection, par un jury de profession-

nels des beaux-arts, des meilleures œuvres qui seront dévoilées ultérieurement, lors d'un salon national de la peinture d'enfants. En plus de l'objectif d'inculquer la passion des arts chez les jeunes, cette manifestation se veut également, de par le sujet retenu, «une contribution aux actions de sensibilisation à l'importance du respect du code de la route», a indiqué M. Bentayeb. Plus de 15 000 élèves d

Pincau» qui anime également des ateliers d'initiation et de perfectionnement. Les précédents salons avaient permis aux jeunes talents d'aborder une variété de thèmes, dont «l'environnement», «l'eau» et «les technologies de l'information et de la communication». «Les symboles culturels islamiques» (en marge de la manifestation internationale «Tlemcen, capitale de la culture islamique 2011»), et «Le Prix de la Liberté» (2012, à l'occasion de la célébration du 50^e anniversaire de l'Indépendance) figurent aussi parmi les sujets traités.

R. G.

Célébration du 59^e anniversaire du Congrès de la Soummam à Ifri/Béjaïa

Des milliers de personnes s'y ressourceent

■ Des milliers de personnes ont convergé jeudi dernier vers le mémorial d'Ifri, dans la commune d'Ouzellaguen, pour célébrer le 59^e anniversaire du Congrès de la Soummam qui s'est tenu le 20 août 1956 dans ce petit village perché à 1000 m d'altitude.

Par Hocine Cherfa

Des délégations de partis politiques, personnalités politiques locales, syndicats, LADDH, mouvement associatif, scouts, citoyens anonymes ont convergé en masse vers ce lieu hautement symbolique pour se recueillir, se ressourcer avec beaucoup d'émotion, visiter le musée où sont exposés des objets et photos témoignant de cette époque charnière où la colonisation a tenté en vain de faire soumettre un peuple qui s'est dressé face à un empire pour le vaincre, aussi bien militairement que politiquement. Des centaines de personnes, pour ne pas dire des milliers, sont venues d'autres wilayas du pays : Boumerdès, Alger, Ghardaïa, Tizi-Ouzou, Bouira, Sétif, etc. Le chemin escarpé menant vers ce lieu devenu lieu de pèlerinage était bondé de monde, de véhicules. Il nous a fallu plus d'une heure en véhicule pour nous approcher de quelques centaines de mètres. Impossible d'accéder sans marcher des centaines de mètres à pied. Des centaines de gens arrivent, se recueillent et partent. D'autres arrivent. Femmes, hommes, jeunes, enfants, vieux, vieilles sont venus pour percevoir un peu d'authenticité. Des dizaines de bus transportant des jeunes, enfants, issus du mouvement associatif, des structures de jeunesse, scouts, venus en excursion pour connaître et découvrir où les Abane, Ben M'hidi, Amirouche, Zighoud,

Krim, Ouamrane, Bentobal... etc. ont structuré la révolution et donné naissance à un Etat moderne en pleine guerre d'indépendance, où s'est écrit l'une des pages d'histoire les plus importantes de notre pays. Les locaux du musée étaient pleins de monde. Pour sa part, le RCD n'a pas manqué de célébrer cette date. Une délégation du parti conduite par le responsable du bureau régional du parti, Mouloud Debboub, et deux autres responsables nationaux du parti, en l'occurrence Djamel Ben Youb et Ahcen Tansaout, est arrivée la première à Ifri pour se recueillir en déposant une gerbe de fleurs. Le bureau régional du RCD estime, dans un communiqué de presse rendu public à l'occasion, que «restituer l'esprit du Congrès de la Soummam, relancer le débat, combattre l'oubli, rendre hommage aux initiateurs, concepteurs et nombreux anonymes qui ont fait la réussite de cet événement, perpétuer le sens de l'honneur et du sacrifice auprès des générations post indépendance, sont les objectifs principaux de notre Rassemblement». Et d'ajouter : «Le présent des peuples émane de leur Histoire». «Saisir l'incidence de l'action humaine sur le cours de l'Histoire aide à assumer sa responsabilité citoyenne. A travers elle, se construit, se forge l'identité nationale et s'érige l'ordre social». Oublié, confisqué ou plus grave, détourné, «le passé condamne ses peuples à le revivre», souligne-t-on. De son côté, le FFS a mobilisé sa base militante venue de plusieurs



Ph. > Le jour

communes de la wilaya de Béjaïa et de plusieurs wilayas du pays, notamment de B.B.A., Sétif, Alger, Boumerdès, Bouira, Tizi-Ouzou, Ghardaïa, etc. La direction du parti, à sa tête Mohamed Nebbou, était sur les lieux, au grand complet avec les membres de l'instance présidentielle aussi dont Ali Laskri, Rachid Halat, etc. Plusieurs députés et maires du parti, le président de l'APW de Béjaïa, des élus locaux... étaient présents. Dans son discours de circonstance, le 1^{er} secteur national du FFS, Mohamed Nebbou, dira : «La lutte pour l'indépendance nationale reste notre principale référence et source d'ins-

piration et en ces moments difficiles pour notre pays». Et d'ajouter : «Notre mission à nous, militants politiques qui inscrivons notre lutte dans le prolongement et la fidélité aux idéaux du 1^{er} Novembre et du Congrès de la Soummam, est de nous y ressourcer constamment et de montrer que la lutte pour la démocratie n'est rien sans la lutte pour un Etat de droit qui en assure le bon fonctionnement». «Cet Etat de droit nous l'arracherons dans l'unité et la construction du consensus national», souligne le chef de file du FFS qui a rendu hommage aux hommes de la révolution présents dont Hamrouche, compagnon de

Zighoud, et à travers lui les Wilayas II et IV historiques et d'autres acteurs, historiens et témoins de l'histoire de lutte et de résistance sans laquelle, dit-il, «nous ne serions rien». «Une lutte et une résistance à la domination coloniale où le congrès de la Soummam tient, aujourd'hui encore, un rôle majeur». Pour le responsable du FFS, «un Etat de droit n'est pas non plus un Etat au service d'un groupe d'oligarques issus de la prédation des richesses nationales et ne survivant que par l'entretien de la brutalité, de l'opacité, de l'injustice, des monopoles sur la décision autant que sur l'information. Le tout proliférant sur le détournement puis sur l'affaiblissement des institutions nationales et républicaines», souligne-t-il. Enfin, «le FFS fera de la préparation du 60^e anniversaire du congrès de la Soummam un thème central de ses activités de l'année qui vient», a souligné M. Nebbou dans son discours. A noter aussi qu'une délégation du Front de l'avenir de Abdelaâziz Belaid était conduite par le député Khaled Tazaghart et d'autres militants du front socialiste qui ont quitté le FFS et rejoint ce parti récemment. La célébration officielle de la double journée du Moudjahid a eu lieu au carré des martyrs au chef-lieu de Béjaïa en présence des autorités civiles et militaires de la wilaya et d'un directeur central au ministère des Moudjahidine. Ce dernier a remis des prix et présents aux moudjahidine à l'occasion de «la semaine de la mémoire».

H. C.

Réussite de l'offensive du Nord-Constantinois

L'inoubliable contribution du défunt Chibout Brahim

Le moudjahid Brahim Chibout, décédé le 1^{er} août courant, fut l'un des responsables de l'Armée de libération nationale (ALN) ayant planifié et mené à bien l'offensive du Nord constantinois, lancée le 20 août 1955 pour marquer un tournant décisif dans la lutte armée contre la colonisation française (1830-1962). Décrit par ses compagnons comme un «vaillant» moudjahid et un «modèle» en matière de nationalisme et de bravoure, Brahim Chibout, né en 1927 à El Harrouch (Skikda), avait rejoint le mouvement national à l'âge de 20 ans. Il figure parmi les moudjahidine de la première heure qui avaient pris conscience que seule une lutte armée pouvait permettre de libérer l'Algérie du joug colonial. Activant sous les ordres du chahid Zighoud Youcef, artisan de l'offensive du Nord constantinois et chef de la Wilaya II historique, le défunt Brahim Chibout, connu pour sa maîtrise de la guérilla et ses qualités de meneur d'hommes, a très vite gravi les échelons pour devenir responsable de la deuxième région de cette même Wilaya historique. Pour préparer la fameuse offensive du 20 août 1955, Brahim Chibout a été chargé avec d'autres combattants de

l'ALN, de recenser les armes en possession de la population algérienne, de constituer un stock d'explosifs avec l'aide d'Algériens travaillant dans les mines et les carrières et d'appeler des personnalités algériennes, en contact avec les forces coloniales, à rallier la révolution. L'offensive du Nord constantinois, rappelle-t-on, avait un double objectif. Le premier d'ordre militaire, consistait à réactiver la guerre de Libération et à éparpiller les troupes françaises sur l'ensemble du territoire algérien pour desserrer l'étau imposé aux Aurès et à la Kabylie. Le second, de dimension diplomatique, tendait à internationaliser

la question algérienne par son inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'ONU. Pour transmettre sa riche expérience de révolutionnaire et de moudjahid aux jeunes générations, Brahim Chibout a écrit, en 2007, un livre témoignage intitulé «Zighoud Youcef que j'ai connu», dans lequel il relate le parcours de ce grand héros de la révolution, dont il fut secrétaire et proche collaborateur. Brahim Chibout était connu pour ses fermes positions durant le combat de Libération nationale et en tant que cadre de l'Algérie indépendante. Il a toujours servi sa patrie avec abnégation, selon ses frères d'armes et amis. Pendant

l'exercice de ses fonctions de ministre des Moudjahidine de juin 1991 à avril 1994, le défunt a été l'initiateur de la structuration du ministère en élevant les inspections de wilayas de moudjahidine au rang de directions exécutives pour prendre en charge et défendre les intérêts des moudjahidine et des ayants droit. Après l'indépendance, le défunt a également occupé plusieurs postes dont wali d'Annaba, député à l'Assemblée populaire nationale (APN) et membre de plusieurs commissions de l'organisation nationale des moudjahidine (ONM). Il a exercé aussi comme avocat pour une courte durée. Dans un message de con-

léances adressé à la famille du moudjahid Brahim Chibout, suite à son décès, le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, avait écrit : «Dieu a voulu que le décès de ce vaillant moudjahid coïncide avec le 60^e anniversaire de la Journée du moudjahid, une date importante de notre histoire contemporaine où notre cher défunt était au sein du groupe de moudjahidine dirigé par le martyr symbole Zighoud Youcef et ses premiers compagnons qui ont défini le colonialisme et son armada au nom de la justice par une résistance tenace inspirée de la détermination et de la foi du peuple». «Homme loyal, imbu des valeurs révolutionnaires et de liberté et d'altruisme, le défunt, ses compagnons et ses dirigeants, qui se sont distingués par leur clairvoyance et sagesse, n'ont pas hésité à répondre à l'appel du djihad en menant une lutte farouche des années durant jusqu'à la victoire», a souligné le chef de l'Etat. «Le défunt a servi son peuple et sa patrie, en tant que militant et haut responsable, avec la même détermination révolutionnaire, conviction et nationalisme», a ajouté le Président Bouteflika.

M.A.

Commémoration du double anniversaire du 20 août

M. Touati se prononce pour une écriture «efficiente» de la Révolution

LE PRÉSIDENT du Front national algérien (FNA) Moussa Touati s'est prononcé jeudi, à Constantine, pour une écriture «efficiente» de l'histoire de la lutte de Libération qui doit «consacrer les valeurs de la révolution». M. Touati qui a présidé une rencontre organisée à l'occasion de la célébration de la Journée nationale du moudjahid, coïncidant avec le 20 août, a déclaré à l'APS que «la lutte de Libération nationale doit être transmise aux jeunes appelés à connaître les sacrifices consentis par leurs aînés pour arracher la liberté et l'indépendance pour en être fiers et défendre leur pays à leur tour». M. Touati a évoqué dans son intervention prononcée au centre culturel Ibn Badis devant des militants de son parti, l'offensive du nord-Constantinois dirigée par le chahid Zighoud Youcef le 20 août 1955, «une étape importante dans la guerre de Libération nationale», a-t-il souligné. Des militants et universitaires présents à cette rencontre, ont insisté sur la nécessité de conserver et rassembler les documents historiques qui constituent le support d'un pan important de la mémoire nationale. Un film documentaire sur le chahid Zighoud Youcef a été présenté en marge de cette rencontre qui a réuni également plusieurs enseignants chercheurs en histoire, ainsi que des militants du FNA.

R.N.

Ouargla

Électrification de 15 forages agricoles dans plusieurs communes

■ Quinze forages agricoles ont été équipés et électrifiés cette année au niveau de certaines communes des régions de Ouargla et Touggourt, a-t-on appris auprès de la direction des services agricoles (DSA).

Lamine D./APS

Retenues au titre des programmes de soutien aux activités agricoles dans la région, ces opérations d'équipement et d'électrification ont touché une douzaine de communes relevant dans les grands Touggourt et Ouargla, a-t-on indiqué au service d'aménagement rural et de la promotion de l'investissement.

Dans le même cadre, les travaux se poursuivent pour l'électrification et l'équipement de 15 autres forages localisés dans les communes d'El-Alia, Témacine, Mégarine, Sidi-Slimane, dans le grand Touggourt, et les communes de Hassi-Benabaddah, Ain El-Beida et Sidi Khouïled, dans le grand Ouargla, selon la

même source. Une enveloppe de 60 millions DA a été accordée par les pouvoirs publics pour l'équipement et l'électrification de 30 forages d'irrigation agricole réalisés à travers les régions de Ouargla et Touggourt. Selon les mêmes services, près de 450 demandes de réalisation de

forages, déposées en 2014 et cette année, par les agriculteurs de la wilaya au niveau de la DSA, ont été quasiment toutes satisfaites, hormis une seule demande n'ayant pas rempli les conditions réglementaires requises

L. D./APS



PH. > D. R.

Mise en service de trois bibliothèques dans la commune de Sidi-Slimane

Trois bibliothèques publiques ont été mises en service jeudi à travers la commune de Sidi-Slimane (wilaya de Ouargla). Inaugurées dans le cadre des festivités officielles célébrant la Journée nationale du moudjahid, ces nouvelles structures culturelles, d'une superficie de 200 à 300 m², sont implantées au chef-lieu de la commune de Sidi-Slimane et les localités de Hrihira et

Moggar. Une enveloppe globale de l'ordre de 34 millions DA, au titre du plan communal de développement (PCD), outre l'apport de la commune de Hassi Messaoud (solidarité intercommunale) et du Fonds des collectivités locales, a été allouée pour réaliser ces structures, selon les explications fournies par les responsables concernés. Ces bibliothèques publiques, qui disposent de

salles de lecture et d'autres pour l'informatique et l'internet, sont dotées de quelque 900 titres englobant divers domaines du savoir, allant des livres scientifiques et littéraires, aux livres d'histoire, de religion et de culture générale, ainsi que des ouvrages parascolaires et des livres pour enfants.

L.D.

Relizane / Sonelgaz

480 millions DA de créances impayées auprès des abonnés

Le montant des créances détenues par Sonelgaz auprès de ses abonnés dans la wilaya de Relizane s'élève au 31 juillet dernier à 480 millions DA, a-t-on appris du directeur local de cette entreprise. Ces créances sont dues aux abonnés ordinaires avec 237 millions DA, puis aux administrations publiques (174 millions DA) et enfin aux entreprises privées avec 77 millions DA, a indiqué à l'APS Karim Boudjaafar, ajoutant que son entreprise s'emploie à recouvrer ces sommes pour

les consacrer à des projets devant améliorer les services assurés à la clientèle. Des mises en demeure sont adressées aux mauvais payeurs avec menace ferme de coupure du courant électrique. Des campagnes de sensibilisation et d'information ont été également mises sur pied en direction des administrations publiques et des entreprises privées les invitant à honorer leurs factures impayées, depuis des années pour certains de ces abonnés. Le réseau de distribution de l'élec-

tricité dans cette wilaya avait été renforcé à la fin du premier semestre 2015 par la mise en service de 72 transformateurs de basse tension dans le cadre du programme d'urgence 2014. L'opération a nécessité une enveloppe de plus de 390 millions DA. Sonelgaz Relizane compte actuellement quelque 146 000 abonnés aux réseaux d'électricité et du gaz de ville.

L.P.

Souk Ahras

Mise en place d'un guichet de gestion du crédit R'fig

Un guichet unique destiné à la gestion du crédit R'fig de la campagne agricole 2015-2016, a été ouvert dans la wilaya de Souk Ahras, a-t-on constaté. La mise en place de ce guichet composé de représentants de la Coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS), de la Banque de l'agriculture et du développement rural (Badr) et de la Caisse régionale de mutualité agricole (CRMA) intervient en prévision de l'ouverture de ce crédit au profit des céréaliculteurs, a précisé le directeur des services agricoles (DSA) Abderahmane Mansouri. Toutes les facilités seront accordées aux agriculteurs de cette région, particulièrement les céréaliculteurs,

qui pourront y accomplir les formalités pour obtenir des financements et s'approvisionner en engrais, semences et autres, a souligné le responsable. La mise en place de ce guichet dans les communes de Sedrata, de M'daourouch et de Souk Ahras contribuera à faciliter le coup d'envoi de la prochaine campagne labours-semelles, les démarches liées aux approvisionnements en intrants et à l'obtention du crédit, ajoute le même responsable. Le nombre d'agriculteurs bénéficiaires au titre de la campagne agricole 2014-2015 du crédit R'fig a atteint 724 personnes mobilisant un montant de 609 270 DA contre 500 recensés durant la

saison précédente, d'un coût global de 526 642 DA, notant que ce nombre d'agriculteurs est réparti sur 5 guichets relevant de la Badr. Les services de la DSA ont appelé les responsables de la Badr au rééchelonnement des crédits des 724 agriculteurs vu la diminution de la production des céréales, toutes espèces confondues au titre de la campagne agricole 2014-2015 marquée par l'enregistrement de seulement un million de quintaux dont 600 000 quintaux contre 1,800 million de quintaux réalisés au titre de la campagne précédente, a-t-on affirmé à la DSA.

A.O./APS

El-Bayadh

Les écoles coraniques drainent de nombreux jeunes durant les vacances d'été

Les écoles coraniques disséminées à travers la wilaya d'El-Bayadh drainent de nombreux jeunes apprenants du Livre saint, durant les vacances d'été. Selon la direction de wilaya des affaires religieuses et des wakfs, cette affluente et cet engouement pour l'apprentissage du saint Coran ne cessent de s'accroître, en période estivale, notamment de la part de la catégorie d'âge des 5-14 ans. Près de 6 500 apprenants fréquentent les écoles coraniques ou

katatib relevant du secteur, en plus des adeptes des zaouias (confréries), structurées eux sur la base d'un programme annuel.

Pour les parents de ces jeunes apprenants, les vacances d'été sont généralement mises à profit pour inciter les enfants à rejoindre ces écoles en vue, à la fois, d'apprendre le saint Coran, de meubler leur temps, d'ancrer chez eux, dès le jeune âge, l'amour de la mosquée, et leur per-

mettre aussi d'améliorer leur diction et articulation phonétique. Les encadreurs de ces écoles s'emploient, par souci d'une bonne organisation de ces flux, à la répartition des apprenants en groupes d'âge, répartis sur toute la matinée, puis sur la tranche horaire d'après la prière de l'Asr, évitant ainsi les heures de pic de chaleur, a expliqué le directeur du secteur, Ahmed Menadi.

F.T.

R.R.

Tizi-Ouzou

Ouverture d'un guichet unique à la CCLS de Draâ Ben Khedda

Un guichet unique assurant diverses prestations agricoles a été ouvert récemment au niveau de la Coopérative de céréales et légumes secs (CCLS) de Draâ Ben Khedda (Tizi-Ouzou), a-t-on appris d'un responsable de la Direction des services agricoles de la wilaya (DSA).

Outre des représentants de la DSA, de la CCLS, de la Banque d'agriculture et de développement rural (Badr) et de la Caisse régionale de mutualité agricole, cette structure d'accompagnement des agriculteurs compte également des délégués de l'Union nationale des paysans algériens (UNPA), «chargés de l'étude des demandes des agriculteurs relatives, entre autres, à l'obtention d'un crédit R'fig, les assurances sur leurs récoltes, ou l'approvisionnement en différentes semences», a

indiqué à l'APS le chargé du service de soutien à la production, Ali Oukaci. Selon lui, la CCLS de Draâ Ben Khedda, couvrant les wilayas de Tizi-Ouzou, Boumerdès et l'Est d'Alger, dispose actuellement d'un stock de 38 000 qx de semences sélectionnées, en perspective de la campagne labours-semelles 2015-2016. Les besoins des producteurs de ces régions (en semences) sont estimés à quelque 28 000 qx.



Tunisie

Un groupe armé abat un policier à Sousse

■ Sept semaines après l'attentat qui a causé la mort de 38 touristes, un groupe armé a ouvert le feu sur trois policiers et tué l'un d'entre eux.

Par Souhila K./Agences

En fin d'après-midi, trois policiers qui attendaient un transport en commun, à 7 kilomètres de Sousse sur la route de Msaken, ont essuyé une fusillade menée par deux hommes à moto. Un policier a trouvé la mort, les deux autres sont indemnes, selon le ministère de l'Intérieur. Ils se rendaient au travail. Ce modus operandi rappelle l'attaque dont des policiers ont été la cible le 25 juillet dernier à un rond-point situé à l'entrée de la ville. Une moto, deux hommes casqués, des tirs : pas de victime. Le 26 juin dernier, un jeune djihadiste tuait 38 touristes dans l'Hôtel Riu Imperial Marhaba. Seul, il avait profité de l'absence de sécurité dans la zone touristique d'El-Kantaoui, à côté de Sousse. Depuis, la ville est quadrillée, et des postes de contrôle sont installés aux points d'entrées. Un dispositif massif par deux fois menacé. Les forces de l'ordre ratissent désormais la ville et ses environs à la recherche de ce groupe armé. La semaine n'a pas été sans violence en Tunisie.



Ph. : DR

Lourd tribut de l'institution militaire

Le 17 août, deux démineurs de l'armée ont trouvé la mort lors d'une opération visant à neutraliser une mine sur le mont Mghilla, dans le gouvernorat de Kasserine. Par ailleurs, un accident de la route a coûté la vie à quatre militaires

lundi. Un très lourd bilan pour l'institution militaire, qui est mobilisée 24 heures sur 24 dans la lutte contre le terrorisme. Le président de la République, Beji Caïd Essebsi, a indiqué que cette «guerre» nécessiterait deux années. La saison touristique, enjeu majeur de l'économie tunisienne, s'est effondrée à la suite des atten-

tats du Bardo et de Sousse. La clientèle algérienne a pour partie compensé la chute de près de 80% des clients européens. La situation intervenue ce mercredi soir est un nouveau coup dur pour une Tunisie soumise à l'État d'urgence depuis le 4 juillet. Les Anglais déconseillent la destination Tunisie depuis l'attentat de

Sousse. Le voyageur Thomas Cook a indiqué qu'il suspendait la Tunisie de ses offres jusqu'en février 2016. Sachant qu'il représente près de 700 000 clients en temps normal, l'attentat de ce mercredi est une pierre de plus sur le chemin de croix de la Tunisie.

S.K./Agences

Crise Libyenne

Rome prête à s'engager dans le pays

Même si le médiateur de l'ONU parvient à constituer un gouvernement d'union nationale entre les deux gouvernements rivaux, une mission internationale en Libye sera nécessaire, expliquent les journaux italiens. Et Rome est disposée à la mener, pour préserver la paix, et ses intérêts. Profitant du conflit de légitimité entre deux gouvernements rivaux, l'Etat islamique avance progressivement dans le chaos libyen. Son expansion, les violences quotidiennes et l'intense afflux de migrants en Méditerranée ont conduit les Etats-Unis et cinq pays européens (Italie, France, Allemagne, Royaume-Uni, Espagne) à rédiger le week-end du 15 août un communiqué. Ils s'y disent «profondément préoccupés», relate le *Corriere della Sera*, et invite les factions rivales à emboîter le pas à l'envoyé de l'ONU, Bernardino Leon, qui tente de parvenir à la formation d'un gouvernement d'union nationale. Pour le journal milanais, «un accord sur la Libye est peut-être moins improbable qu'il ne pouvait l'être ces derniers mois. De nombreuses factions sont fatiguées de combattre. Le pays a besoin d'argent et attend avec anxiété la reprise des exportations de pétrole». Le plan sur lequel Bernardino Leon a déjà obtenu l'appui de 20 factions libyennes sur 24, - il manque notamment l'accord du gouvernement à dominance islamiste de Tripoli qui,

contrairement à celui de Tobrouk, n'est pas reconnu par la communauté internationale.

Une mission en préparation

Pour autant, la conclusion d'un accord n'est qu'un préalable. La *Repubblica* prévient : «Si jamais la mission de Bernardino Leon devait aboutir, il reviendrait principalement à l'Europe de garantir, y compris avec des moyens militaires, l'accord politique». Le gouvernement italien travaille justement depuis plusieurs mois sur ce scénario, détaille le *Corriere* dans un autre article : «Aide militaire et financière, formation de l'armée libyenne, mission des casques bleus de l'ONU pour la protection de points stratégiques, et d'éventuelles incursions aériennes avec les alliés». Cette mission, avec l'aval de l'ONU, «devra veiller au respect des clauses, garantir la sécurité des institutions et la reprise des activités pétrolières, à commencer par le fonctionnement des puits de pétrole». Début août déjà, *The Times* expliquait qu'en prévision d'un accord interlibyen, des préparatifs militaires étaient en cours dans six pays - ceux qui ont signé le communiqué du week-end dernier - avec la collaboration de l'ONU et de l'Union européenne.

Sameh B./Agences

Sahara occidental

Le SG de l'ONU appelle à un règlement rapide du conflit

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL des Nations unies, Ban Ki-moon, a appelé à un règlement rapide de la question du Sahara occidental, en raison de la volatilité des dangers dans la région, la proximité des groupes extrémistes et terroristes, la frustration croissante des jeunes et la souffrance des dizaines de milliers des réfugiés qui commencent à perdre la foi dans la solution politique. Les remarques font partie d'un rapport soumis à l'Assemblée générale de l'ONU, qui devrait entamer ses travaux le 15 septembre 2015, par le chef de l'ONU, Ban Ki-moon concernant le développement de la question du Sahara occidental du 1^{er} juillet 2014 jusqu'au 30 juin à 2015. Parmi les conclusions les plus importantes concernant la question sahraouie : la Quatrième Commission de l'Assemblée générale (questions politiques spéciales et de la décolonisation) et le Comité spécial sur la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux abordent le Sahara occidental comme territoire non autonome et une question de la décolonisation. Décrire les faits de l'obstruction du Maroc au déploiement de RSSG Bolduc et au réengagement de l'Envoyé personnel M. Ross, y compris les assurances données par le SG au Maroc sur le téléphone. Il est également bon de voir repris le point de vue du Polisario sur le manque de progrès dans le processus de négociation et de l'inégalité de traitement par l'ONU, y compris ne pas avoir été consulté par le

bureau du SG avant de donner des assurances au Maroc. Description aussi des faits au sujet de la décision du Polisario de tamponner les passeports des observateurs entrant dans les territoires libérés en réponse à la pratique marocaine dans les territoires occupés. La question est rapportée d'une manière qui montre que le Maroc a été en violation des pratiques de maintien de la paix de l'ONU pendant une longue période. Il est bon de voir qu'il y est fait mention de la une visite planifiée du SG dans la région à la fin de l'année 2015, y compris la préférence du SG pour le retour des parties à la table avant sa visite. Ceci est la première mention officielle aux États membres au sujet de cette visite dans la région. Ceci est un signal positif en effet ! Il est bon de lire que l'Envoyé personnel M. Ross cherche à donner un nouvel élan au processus de négociation, qu'il appelle les deux parties à faire preuve de souplesse (et éloigner de leurs propositions) en vue de rendre possible des progrès. Bien sûr, cela n'a rien de nouveau, mais il est écrit d'une manière qui montre qu'il a l'intention de faire avancer les choses dans les prochains mois. Et enfin, le rapport expose les raisons pour lesquelles le conflit doit être résolu le plus tôt possible, y compris la volatilité des dangers dans la région, la proximité des groupes extrémistes et terroristes, la frustration croissante des jeunes et la souffrance des dizaines de milliers de réfugiés qui commencent à perdre la foi dans la solution politique qui ne va nulle part.R.M.

Corée du Nord

Kim Jong-Un place son pays sur le pied de guerre

■ Le dirigeant nord-coréen, Kim Jong-Un, a ordonné hier à ses troupes de se tenir prêtes au combat à la frontière pour appuyer un ultimatum qui exige que Séoul cesse sa guerre de propagande et la menace d'opérations militaires concertées.

Par Ali O.

Cette décision survient à un moment où les tensions ont redoublé sur la péninsule après un rare échange de tirs d'artillerie entre Pyongyang et Séoul, qui a placé son armée en état d'alerte maximum.

Kim Jong-Un n'est pas étranger à ce genre d'annonce belliqueuse. La dernière date de 2013, lorsque le jeune dirigeant nord-coréen avait déjà déclaré «l'état de guerre» avec le Sud.

Techniquement, les deux pays sont en conflit depuis 65 ans car la guerre de Corée (1950-53) a pris fin avec un simple cessez-le-feu qui n'a jamais été formalisé par un traité de paix en bonne et due forme.

La puissante Commission centrale militaire (CCM) de la Corée du Nord, présidée par Kim Jong-Un, avait donné son blanc-seing jeudi à cet ultimatum ainsi qu'à des projets de «frappes de représailles et de contre-attaque tout le long de la frontière».

L'ultimatum expire samedi à 08H30 GMT mais Séoul a refusé d'obtempérer, affirmant que ses hauts-parleurs allaient continuer de diffuser à plein volume des messages de propagande à la



PH: D. R.

frontière. D'après KCNA, l'agence officielle nord-coréenne, le numéro un du régime communiste a ordonné aux unités de l'armée du peuple coréen (APC) déployées à la frontière fortement militarisée, de se placer «en état de guerre» à compter de hier après-midi. Ces troupes doi-

vent être «pleinement prêtes au combat et à lancer des opérations surprise» tandis que la ligne de front tout entière doit se trouver dans «un semi état de guerre», a décrété Kim Jong-Un, cité par KCNA. Les chefs d'état-major sud-coréens ont répliqué en s'adressant directement à l'APC. Ils l'ont appelée à s'abstenir de «tout acte irréfléchi» et prévenue qu'ils ne resteraient pas les bras croisés en cas de nouvelle provocation. «Nous avons vu ça à plusieurs reprises, mais ça ne veut pas dire que ce n'est

pas dangereux», a commenté Yoo Ho-Seo, professeur d'études nord-coréennes à l'Université coréenne de Séoul. «Il y a une vraie possibilité que cette confrontation conduise à une espèce d'affrontement armé».

Les Sud-Coréens ont l'habitude de la rhétorique agressive de la Corée du Nord et vaquaient comme d'habitude à leurs occupations. Vêtu de l'uniforme militaire, la présidente sud-coréenne Park Geun-Hye a pris la parole devant un groupe de hauts commandants de l'armée pour leur dire qu'«aucune provocation de la Corée du Nord ne serait tolérée», selon des images diffusées par la télévision sud-coréenne.

La dernière attaque directe contre le Sud date de décembre 2010, lorsque la Corée du Nord avait bombardé l'île sud-coréenne de Yeonpyeong, causant la mort de deux soldats et deux civils sud-coréens. Séoul avait répliqué en tirant des obus sur des positions nord-coréennes, ce qui avait fait craindre un conflit généralisé.

Séoul accuse Pyongyang d'avoir provoqué l'échange de jeudi en tirant plusieurs obus en direction de l'un de ses haut-parleurs frontaliers. Séoul a répliqué en tirant des «dizaines» d'obus d'artillerie de 155 mm.

La quasi-totalité des projectiles tirés par les deux camps se sont écrasés dans leur partie respective de la zone démilitarisée (DMZ), qui s'étale sur deux kilomètres de part et d'autre de la frontière proprement dite. Les

échanges de tirs frontaliers directs sont extrêmement rares, principalement du fait des dangers que représenterait une escalade soudaine, disent les analystes.

La situation était déjà tendue avant les heurts de jeudi, après l'attaque à la mine antipersonnel imputée à Pyongyang par Séoul dans laquelle deux soldats sud-coréens ont été mutilés en début de mois. C'est cette affaire, dans laquelle Pyongyang dément avoir joué le moindre rôle, qui avait poussé Séoul à reprendre sa guerre de propagande à la frontière après 11 années de silence. Le ministère sud-coréen de l'Unification, qui s'occupe des affaires intercoréennes, a annoncé que l'accès à la zone industrielle intercoréenne de Kaesong, situé du côté nord-coréen de la frontière, serait limité à certains Sud-Coréens. Kaesong emploie environ 53 000 Nord-Coréens dans 120 entreprises manufacturières sud-coréennes et cette annonce ressemble à une menace déguisée de fermer totalement la zone industrielle, précieuse source de devises pour le Nord.

Les garde-côtes sud-coréens ont expliqué que les pêcheurs des îles frontaliers avaient reçu l'ordre de rester à quai pour un temps indéterminé. Washington comme l'Onu se sont dits préoccupés par la situation. «Nous restons engagés dans la défense de notre allié» sud-coréen et «continuerons à surveiller la situation», a dit le Pentagone. A. O.



Points chauds

Exclusion

Par Fouzia Mahmoudi

Jean-Marie Le Pen, après avoir fondé le Front National il y a plus de quarante ans, vient aujourd'hui d'en être officiellement exclu à l'issue d'une réunion exceptionnelle du bureau exécutif du parti. Une réunion à laquelle, toutefois, Marine Le Pen, fille et successeur de Le Pen à la tête du FN, n'a pas assisté. Après s'être défendu pendant trois heures au siège du FN devant le bureau exécutif du parti, Jean-Marie Le Pen a été exclu du Front national, jeudi soir, a indiqué le FN dans un communiqué. «À l'issue de la réunion qui s'est tenue ce jour, le bureau exécutif du Front national, réuni en formation disciplinaire, a délibéré et a décidé, à la majorité requise, l'exclusion de M. Jean-Marie Le Pen comme membre du Front national», selon ce communiqué. À la suite de cette annonce, Jean-Marie Le Pen s'est dit «indigné», affirmant s'être senti «piégé» et aussi «victime d'un guet-apens». «Quand cette décision me sera notifiée, je l'attaquerai, bien sûr, devant les autorités judiciaires compétentes», a-t-il annoncé sur la chaîne d'information française i>Télé. «Marine Le Pen méprisera la justice comme elle l'a fait les trois fois précédentes», a-t-il aussi déclaré. «J'ai été piégé parce que les sbires (...) en face de moi attendaient l'ordre de Marine Le Pen qui était un ordre d'exclusion», a-t-il détaillé. Le Pen a achevé cette intervention télévisée en parlant de «peloton d'exécution» et a expliqué que «c'était assez éprouvant quand on avait le sentiment de n'avoir commis aucune faute». Le cofondateur du FN, 87 ans, avait été convoqué par sa fille fin juillet pour répondre à quinze griefs devant la plus haute autorité du parti, réunie en formation disciplinaire au siège du parti à Nanterre. La présidente du Front national a déclaré jeudi soir que l'exclusion de Jean-Marie Le Pen du parti était une «issue» logique, tant son père «a multiplié les fautes». «Jean-Marie Le Pen a enclenché un processus dont il connaissait l'issue en multipliant les fautes depuis de longues semaines, qui ne pouvaient qu'entraîner une décision de ce type», a-t-elle déclaré du bureau exécutif du FN, réuni jeudi après-midi et auquel M^{me} Le Pen n'a pas assisté pour ne pas être «jugé et partie». La principale question suite à cette exclusion reste désormais de savoir si cela affectera la popularité du FN et surtout si cela éloignera les électeurs ou au contraire en attirera de nouveau. D'ici là, la saga des Le Pen semble loin d'être terminée et Jean-Marie Le Pen du haut de ses 84 ans semble bien décidé à mener sa bataille jusqu'au bout. F. M.

Grèce Tsipras annonce sa démission et appelle à des élections

Le Premier ministre grec, Alexis Tsipras, a annoncé sa démission jeudi soir lors d'une allocution télévisée et appelé à des élections législatives anticipées.

«Dans peu de temps je vais me rendre chez le président de la République et présenter ma démission et la démission de mon gouvernement», a indiqué M. Tsipras, ajoutant qu'il voulait «soumettre au peuple grec tout ce que j'ai fait (depuis son arrivée au pouvoir le 25 janvier, ndr), afin qu'il décide de nouveau».

Selon les médias grecs, M. Tsipras serait favorable à ce que ces élections aient lieu le 20 septembre.

Il a critiqué les députés de son parti, la Gauche radicale Syriza, qui s'étaient opposés à l'accord passé avec les créanciers sur le troisième prêt au pays, accompagné d'un nouveau train de mesures d'austérité.

«Maintenant que la phase difficile (de négociations) est terminée, tandis que certains souhaitent garder leurs fonctions,

leurs sièges (parlementaires), je voudrais soumettre à votre jugement cet accord qui garantit le financement du pays sur trois ans», grâce à un prêt de 86 milliards d'euros.

Alexis Tsipras, 41 ans, a été contraint de démissionner après avoir perdu sa majorité parlementaire la semaine dernière lors d'un vote au Parlement sur le nouveau plan de sauvetage du pays par l'Europe.

Une quarantaine de députés de son parti n'a alors pas voté en faveur du nouveau prêt européen de 86 milliards d'euros sur trois ans, accompagné d'un nouveau train de mesures de rigueur, ce qui a réduit la majorité parlementaire à 119 députés sur les 300 que compte l'Assemblée.

«C'est à vous (aux Grecs) de décider si on a bien représenté le pays, si l'accord comprend les conditions qui permettront la reprise du pays», a dit Alexis Tsipras, élu le 25 janvier avec 36,3% des voix et dont sa popularité devance d'un grand écart le parti d'opposition, la droite de Nouvelle-Démocratie, selon les

derniers sondages d'intentions de vote.

«Qui et comment peut-on négocier pour la réduction de la dette ? C'est avec votre vote que vous allez nous juger», a-t-il indiqué.

Le Premier ministre a exclu l'éventualité d'un gouvernement de coalition avec les autres partis d'opposition comme le souhaite Vangelis Mémérakis, dirigeant du parti de la droite Nouvelle-Démocratie (ND).

Selon la Constitution, la démission du Premier ministre permet au deuxième parti, la ND, de tenter de former un gouvernement de coalition dans trois jours. S'il ne réussit pas ce «mandat exploratoire», ce serait au troisième parti de le tenter, en l'occurrence le parti néonazi Aube dorée, dans le même délai.

Ce n'est qu'après cette troisième tentative que le Président doit organiser des élections.

Alexis Tsipras a demandé à Prokopis Pavlopoulos d'organiser immédiatement des législatives sans procéder «aux mandats exploratoires», car le pays veut «un gouvernement stable».



Festival national culturel du melhoun de Mostaganem

Un spectacle poético-musical en ouverture

Un très beau spectacle poético-musical, riche en déclamations, musiques et lumières, a été donné dans la soirée de jeudi, à la maison de culture «Ould Abderrahme-Kaki» de Mostaganem, en ouverture de la 3^e édition du festival national culturel de la poésie melhoun.

Samy M./APS

Ce spectacle dénommé «Fi Klam Kal El Chir», alliant poésie, déclamations musicale, chants, théâtre et lumière, a été un véritable «show poétique» produit sur scène par une pléiade de poètes, d'artistes et de talentueux musiciens venus de Chlef, M'sila, Alger, Relizane, Tiaret, Aïn Tedeles, Mostaganem et d'ailleurs qui ont émerveillé le public venu nombreux assister au spectacle, dédié à la mémoire de Sidi Lakhdar Benkhlof.

Le clou de la soirée a été, sans conteste, ce bouquet de chants berbères, oranais et «ayaye» de Boussaâda et M'sila et la prestation très remarquée et respectée de Maazouz Bouaadadj et Sid Ali Driss, deux grands chanteurs du chaâbi, qui ont interprété des qacidades et textes puisés dans le melhoun,



Ph. APS

sous une salve d'applaudissements. Un hommage appuyé a été rendu à l'occasion à Cheikh El Hadj Mohamed El Habib

Hachelif (1924-2005), à travers la projection d'un documentaire sur la vie de ce chanteur de la chanson populaire qui a beau-

coup donné en tant que poète pour préserver ce patrimoine melhoun. «L'édition 2015 verra la sortie d'un livre, un diwan de la

poésie populaire de cheikh Tihami El Bachir, de la région de Mostaganem», a déclaré à l'APS, le commissaire du Festival, Abdelkader Bendamèche, qui a rappelé la parution du troisième numéro de «La lettre du Melhoun», une revue qui se veut un support pour tous ceux qui s'intéressent à ces expressions, œuvres et art et poésie melhoun. «Plusieurs livres sur le melhoun sont au programme du commissariat du festival», a ajouté le même responsable, qui a fait observer que ce rendez-vous culturel se distingue cette année, par la tenue d'un concours national de la poésie melhoun, avec la participation de 25 poètes.

La particularité de cette édition réside également dans la projection quotidienne de films documentaires et la présentation de plusieurs conférences.

S.M./APS

Dans le cadre de l'animation culturelle estivale

Des troupes folkloriques pour animer «Jijel en fête»

Plusieurs troupes folkloriques participent depuis jeudi à Jijel aux festivités «Jijel en fête» initiées par la direction de la culture de la wilaya dans le cadre de l'animation culturelle estivale. Ces troupes, représentant les wilayas de Ghardaïa, Sidi Bel-Abbès, Béjaïa, Batna, Tamanrasset, Biskra et Jijel prennent part à

cette manifestation qui se poursuivra jusqu'au 23 août, ont indiqué les organisateurs. Au programme, figurent notamment des expositions de livres et de produits artisanaux et des soirées musicales devant avoir lieu au niveau de plusieurs sites de la ville et de la maison de la culture Omar-Oussedik. Cette manifestation qui s'inscrit dans

le cadre de l'animation estivale sera également marquée par la tenue du 2^e Salon euro-méditerranéen des arts plastiques auquel prennent part des artistes de sept pays du bassin méditerranéen (France, Espagne, Portugal, Italie, Liban, Tunisie, Egypte) ainsi qu'une pléiade de peintres algériens. Ce rendez-vous culturel, mis

sur pied par la direction de la culture de la wilaya et une association locale, permettra, au grand public de découvrir la richesse et la diversité des arts plastiques d'un pays à un autre et d'une ville à une autre, ainsi que l'échange d'expériences entre les artistes.

N.B.

Constantine 2015

«Médina-news», un nouveau bimensuel pour une meilleure visibilité de la manifestation

Un bimensuel baptisé «Médina-News» devant assurer une meilleure visibilité de la manifestation «Constantine, capitale 2015 de la culture arabe» et dont la parution du premier numéro jeudi édité par le commissariat, a annoncé à Constantine le responsable du département de la communication, Mohamed-Kamel Belkacem. Ce nouveau support médiatique en langue arabe et française abordera les différentes activités des dix départements du commissariat et proposera au public le programme retenu pour cet événement, a précisé, M. Belkacem, au cours d'une conférence de presse animée conjointement avec le commissaire de la manifestation et le directeur général de l'ONCI (Office national de la culture et de l'information). Il a,

à ce propos, ajouté que «Médina-News», distribué gratuitement, valorisera l'événement et retracera pour le public la majorité des activités de l'événement culturel arabe phare de l'année. Le responsable du département de la communication a ajouté que ce nouveau journal sera disponible chez les buralistes de la ville et dans des kiosques du commissariat implantés à la placette Ahmed Bey, cités Daksi et Zouaghi et à la station Benabdemalek, au centre-ville. Evoquant un nouveau plan de communication devant mettre en valeur les nombreuses activités de la manifestation culturelle, M. Belkacem a souligné qu'un nouveau site web dédié à la manifestation sera lancé dès le 23 août en cours, précisant que ce site «attractif et

attrayant» assurera pour la presse ainsi que pour le large public «une meilleure diffusion de l'information autour des activités culturelles de l'événement». Affirmant que le programme retenu pour les quatre premiers mois de la manifestation a été concrétisé avec un contenu «important et intéressant», le commissaire de la manifestation, Sami Bencheikh El Hocine a souligné que les différents départements s'affairent à préparer le programme des trois prochains mois. De son côté le directeur générale de l'ONCI Lakhdar Bentorki a réitéré que l'acte culturel requiert l'implication de tous et que le recours à la billetterie est une manière d'appuyer l'acte culturel.

S.T.

Placé sous le thème «Mémoire et souvenirs»

Le concours national de la meilleure nouvelle ouvert

Le concours national de la meilleure nouvelle, organisé pour la 12^e année consécutive, sera ouvert jusqu'au 20 octobre, annonce l'Etablissement Arts et Culture de la wilaya d'Alger. Ce concours placé sous le thème «Mémoire et souvenirs» est ouvert à tous sans distinction

d'âge, de catégorie professionnelle ou de niveau d'études et sera sanctionné par trois prix. Les candidats intéressés ont le choix de présenter des écrits inédits ne dépassant pas dix pages en arabe (classique et dialectal), en tamazight et en français. Les nouvelles, en trois

exemplaires accompagnées d'une fiche de renseignement comportant nom, prénom, adresse et numéro de téléphone du postulant doivent être adressées à: Médiathèque Jeunesse, 38-40 rue Didouche Mourad, Alger. Les œuvres seront soumises à un jury composé

d'hommes de lettres et d'écrivains. La remise des prix est fixée au 1^{er} novembre 2015. Créé en 2003, ce concours a pour objectif de promouvoir l'action culturelle et la création, et à encourager de nouveaux talents.

R.C.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Théâtre de verdure Saïd-Mekbel de Riad El Feth
Jusqu'au 27 août :
Festival international de la musique Diwane

Parking du Centre Commercial Ardis
Jusqu'au 31 août :
Cirque Amar propose des spectacles pour enfants et adultes

Théâtre plein air de Djemila (Sétif)
Jusqu'au 22 août :
Festival de la chanson arabe de Djemila

Salle Ibn Zeydoun 21 août :
Soirée musicale animée par Samira Brahmia, Hamid Baroudi et une pléiade d'artistes algériens

Librairie la Renaissance (Riad El Feth)
Jusqu'au 10 septembre de 9h à 20h :

En collaboration avec l'Office Riad El Feth, la librairie la Renaissance organise une foire du livre, durant les vacances d'été. Cette foire vise un large public (médecine, littérature et technique, informatique, architecture, etc.) et est enrichie par des livres pour enfants (contes, livres d'activités et d'apprentissage, livres parascolaires pour tous les niveaux.

Complexe culturel Abdelwahab-Salim (Tipaza)
19 août:
Soirée artistique animée par Kader Barigou, Assila, Hamid Chaoui et Abdelwahab Amamra.

La salle de cinéma Cosmos de Riadh el Feth
Jusqu'au 31 août :
Une double programmation filmique qui touchera deux publics, une pour les enfants et une autre pour les plus grands

Coup-franc direct



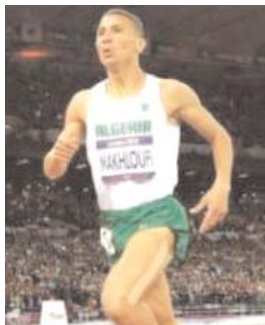
La LFP est-elle sérieuse ?

Par Mahfoud M.

La Ligue de football professionnel a rendu un communiqué dans lequel elle avoue qu'elle devrait interdire l'accès à toute personne qui aurait récidivé dans ces affaires de violence dans les stades. Cependant, ont-ils les moyens de leur politique ? Peuvent-ils vraiment savoir qui verse dans la violence et qui a récidivé ? Cela sera vraiment difficile quand on n'a pas de caméras de surveillance dans les stades et surtout quand on n'a pas de fichier de fauteurs de trouble ou de hooligans qui sont habitués à commettre des forfaitures dans les enceintes sportives qui sont devenues de véritables arènes où certains pseudo-suppoteurs ne connaissent que la langue de la violence et mettent une ambiance malsaine dans nos stades. La LFP a décidé que les choses devraient changer et cela est une bonne chose, mais ils doivent quand même avoir une plateforme sur laquelle ils doivent s'appuyer pour matérialiser leurs décisions. Les orientations des responsables du sport en général avaient pourtant laissé entendre qu'ils feraient tout pour endiguer ce phénomène et avaient énuméré les actions à accomplir, parmi elles mettre un fichier de gens impliqués dans les scènes de violence, mais rien de cela n'avait été appliqué jusqu'à maintenant et il ne suffit pas de faire dans le populisme pour régler complètement ce genre de problème. M. M.

Coup d'envoi des Championnats du monde d'athlétisme Sept algériens en lice dès aujourd'hui

Sept athlètes algériens seront en lice dès la première journée, aujourd'hui, pour le compte des championnats du Monde d'athlétisme, prévus à Pékin, du 22 au 30 août 2015, a indiqué jeudi un communiqué de la cellule de communication de la fédération algérienne d'athlétisme (FAA). Il s'agit de Abdelmalek Lahoulou, Saber Boukemouche et Miloud Rahmani sur l'épreuve du 400m(haies), Hicham Bouchicha et Bilal Tabli et Abdelhamid Zerifi au 3000 m steeple) et Khaled Benmahdi sur la distance du 800 m. Selon DTN de la FAA, la mission des sept «ne sera pas de tout repos pour espérer passer au second tour». C'est le cas de Benmahdi sur le 800 m, pour lequel la tâche «sera des plus délicates pour passer pour les demi-finales», explique-t-on. Racheté par la fédération internationale avec un chrono de 1:46.06, les techniciens pensent qu'ils est loin du niveau pour concurrencer les ténors du monde. Sur le 400 m haies, le trio Abdelmalek Lahoulou, Saber Boukemouche et Miloud Rahmani, ont des chances de passer au second tour, selon la même source, notamment «s'ils rééditent leurs performances à l'open national», estiment des observateurs. «Ils doivent courir juste et gérer d'une manière judicieuse leur course pour pouvoir se frayer une place parmi les plus forts. Notre souhait est de voir nos athlètes passer au second tour et par la suite, tenter le tout pour le tout pour aller en finale», a souligné le communiqué de la FAA, citant un entraîneur national se trouvant à Pékin. Pour les «steeplers», ils tenteront, sous la conduite de Tabti, de placer au moins un des trois en finale face aux Kenyans et autres Ethiopiens,



connus pour le course au changement de rythme. «Leur manière de courir en groupe, scie les jambes de leurs adversaires surtout avec leur changement fréquent du rythme de la course», témoigne Azzedine Brahmi, 3e au mondiaux du 3000 m steeple de 1991 à Tokyo. Néanmoins même sans grande expérience, Tabti possède des moyens d'aller en finale et disputer une première de sa carrière, ajoute la même source. Il est à rappeler que treize (13) athlètes algériens sur les quatre qualifiés aux championnats du monde d'athlétisme, sont à pied d'œuvre dans la capitale chinoise. Des membres de la délégation algérienne contactés au téléphone, par la cellule de communication de la FAA, ont assuré que les athlètes sont «très bien installés et ils se préparent dans de meilleures conditions». «Aucune blessure n'est à signaler et chaque athlète se prépare selon son programme spécifique, soit en salle soit sur la piste du stade d'entraînement qui n'est pas loin du lieu d'hébergement», ajoute la même source.

■ Les yeux seront braqués, ce soir, au stade de l'Unité maghrébine de Béjaïa qui abritera le derby kabyle entre la JSK et le MOB, qui rentre dans le cadre de la seconde journée du championnat national de Ligue 1.

Par Mahfoud M.

Une affiche qui se déroulera malheureusement sans la présence du public à cause du huis clos infligé par la commission de discipline de la LFP contre la formation béjaoui. Vainqueur en déplacement, lors du coup d'envoi de la compétition le week-end dernier, à Blida face au RC Arbaâ, le MOB tentera, sans ses supporters, de confirmer en enchaînant un deuxième succès de rang face à la JSK, battue d'entrée à domicile par le CS Constantine. Les Crabes qui vont devoir purger une suspension de huis clos infligée la saison dernière, partiront favoris devant la JSK, dont l'entraîneur Mourad Karouti a été limogé par la direction au lendemain du revers face au CSC. Le nouveau promu, le DRB Tadjanenet, auteur samedi de son premier succès de son histoire parmi l'élite face à l'autre nouveau pensionnaire de L1, le RC Relizane, sera en appel à Béchar pour croiser le fer avec la JS Saoura. Les joueurs de Lyamine Bougherara seront certainement mis à rude épreuve par une formation de la JSS, qui ne jure que par la victoire, après notamment le point ramené d'Alger face à l'USM Harrach. Le CSC,



PH. > D. R.

version Hubert Velud, qui a frappé fort lors de la première journée en revenant avec le gain du match de Tizi-Ouzou, accueillera la surprenante formation du MC Oran, dans un duel qui promet. Les Oranais, qui restent sur un match nul au goût d'une victoire à Sétif face au champion en titre l'ESS, enchaîneront avec un autre déplacement. Le NAHD, auteur d'une retentissant succès au stade du 20-août 1955 face à l'USM Alger effectuera un déplacement périlleux à Oran pour affronter l'ASMO, accrochée d'entrée chez elle par l'USM Blida (0-0).

Les joueurs d'Abdelkader laiche seront appelés à confirmer les bonnes dispositions affichées face à l'USMA. Le Nasria sera privé des services de son gardien de but Kheireddine Boussouf, suspendu pour un match. Le CR Belouizdad accueillera à huis clos le RC Arbaâ, dans un match où les locaux partiront favoris sur le papier. Le

RCA, dirigé sur le banc par Dziri Bilel, est appelé à réagir après sa défaite face au MOB. Le MCA, tenu en échec chez lui par le CRB sera en appel à Relizane pour donner la réplique au RCR, qui cherchera à se racheter après sa défaite à Tadjanenet. Les Algérois comptent enregistrer le premier succès de la saison, d'autant que le staff technique va lancer dans le bain Walid Derrardja, meilleur buteur de la L 1 la saison dernière avec 16 réalisations. M. M.

Le programme (18h00)

ASM Oran - NA Hussein Dey (17h30)
CS Constantine - MC Oran
MO Béjaïa - JS Kabylie (huis clos)
CRBelouizdad - RC Arbaâ (huis clos)
RC Relizane - MC Alger (17h00)
JS Saoura - DRB Tadjanenet (19h00)
USM Blida - USM Harrach (huis clos)
Mardi 25 août 2015 :
USM Alger - ES Sétif

Championnat émirati Belfodil marque d'entrée

Lattaquant international algérien Ishak Belfodil a réussi ses grands débuts dans le championnat émirati de football de première division, en inscrivant son premier but sous les couleurs de Baniyas contre Al Chaab (2-0) jeudi à Shardjah pour le compte de la première journée. Aligné dans le Onze de départ par l'entraîneur Luis Gracia, l'ancien joueur de Parme a réalisé un match plein.

Outre le but inscrit à la 86e minute, le joueur algérien a été à l'origine du premier but de son équipe marqué par l'Argentin Joachim Larivi à la 23e minute suite à un centre millimétré.

A la faveur de cette victoire, Baniyas est en tête du classement avec trois points en compagnie des autres équipes vainqueurs lors de cette première journée.

Championnat d'Afrique de boxe Benchebla (81 Kg), Litim (56 Kg) et Grimes (91Kg) en demi-finales

Les boxeurs algériens, Abdelhafid Benchebla (81 kg), Litim khalil (56 kg) et Mohamed Grimes (+91 kg) se sont qualifiés aux demi-finales des championnats d'Afrique de boxe, jeudi au Complexe sportif Mohamed V de Casablanca (Maroc).

Engagé dans la première session de cette journée des quarts de finales, Abdelhafid Benchebla n'a trouvé aucune difficulté pour se débarrasser par KO au premier round de son adversaire du

jour, le Ghanéen Ali Mohamed. Lors de son combat des demi-finales, le champion d'Afrique à Maurice en 2009, sera opposé au Marocain Saada Hassan, dans un duel qui s'annonce déjà palpitant pour la qualification à la finale des championnats d'Afrique de Casablanca. De son côté, Litim khalil (56 Kg) s'est qualifié, lui aussi, aux demi-finales en battant le Congolais Bakana Kombo (3-0), dans un combat dominé du premier au dernier round grâce à la vivacité de l'Algérien et sa technique sur le ring. Médaille de bronze de la précédente édition de Coupe d'Afrique à East London en Afrique du Sud, Khalil Litim a réalisé le combat idéal, ne laissant aucune chance à son adversaire du jour. Il a varié son style de combat tout au long de la partie. En demi-finale, l'Algérien sera opposé au Tunisien Mhamdi Bilel, un boxeur très expérimenté qui peut créer beaucoup de problèmes au représentant algérien. Dans la catégorie (+91 Kg), Mohamed Grimes a arraché son billet de qualification aux demi-finales, en dominant l'Egyptien Kassem Ahmed (3-0). En demi-finale, Grimes sera opposé au Seychellois Agnes Keddý. La grande déception de la journée est

venue de l'Algérien Lyes Abadi (75 kg), éliminé par l'Egyptien Abdin Hossam, à la surprise générale du staff technique national qui n'arrivait pas à comprendre la décision des arbitres. «Aujourd'hui, l'arbitrage nous a privé d'une victoire réelle face à un adversaire qu'il n'a rien fait pour mériter la qualification. Sincèrement, je n'arrive pas à comprendre cette décision qui prive notre représentant d'une qualification aux championnats du monde», a déclaré à l'APS, Mourad Meziane, directeur technique national. De son côté, Zohier Toujdine (49 Kg), s'est fait éliminer par le Marocain Ahyoun Imad sur décision des médecins qui ont constaté une ouverture de l'arcade à la fin du 2e round. L'Algérien qui participe pour la première fois à un championnat d'Afrique de boxe, s'est montré très timide face au Marocain qui cherchait, coûte que coûte, à arracher cette qualification aux demi-finales. Quatre boxeurs algériens feront demain (vendredi) leur entrée en lice dans le cadre des quarts de finales. Il s'agit de Mohamed Flissi (52 kg), Reda Benbaaziz (60 kg), Abdelkader Chadi (64 kg) et Chouaib Bouloudinat (91 Kg).

Afrobasket-2015 (1^{re} journée - Groupe D) Première victoire des Verts devant le Zimbabwe



L'équipe nationale algérienne de basket-ball, s'est imposée devant son homologue du Zimbabwe sur le score de (87-67), mi-temps (39-37), en match comptant pour la 1re journée du groupe D de l'Afrobasket-2015, disputé jeudi soir à Radès (banlieue de Tunis). L'autre match du groupe D, disputé en début d'après-midi a vu la victoire du Cap-Vert devant la Côte d'Ivoire (76-56). Après cette journée, l'Algérie et le Cap-Vert prennent la tête du groupe D avec 2 points, devant la Côte d'Ivoire et le Zimbabwe (1point). La 2e journée du Groupe D prévue samedi, mettra aux prises, la Côte d'Ivoire au Zimbabwe (13h30) d'une part et l'Algérie au Cap-Vert (18h 30 algériennes) d'autre part.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Point d'ordre

Les langues du peuple et la langue de bois

Par Nazim Rochd

Heureux celui-ci qui a réussi à comprendre ce qu'a dit Abdelmalek Sellal, à propos du débat, sur la darja à l'école, qui agite la scène politique nationale. Dans un discours ampoulé à souhait, sur la «ligne rouge» que constituerait l'arabe classique, avec une forte référence à la Constitution et au «programme du président Abdelaziz Bouteflika», il a semblé dire que la chose était close. Beaucoup de décripteurs de la langue de bois pourraient nous dire qu'il a rassuré les Frères et tous ceux qui avaient peur pour la «langue nationale». Puisqu'il a commencé par expliquer que les propositions d'une commission de pédagogues et d'enseignants ne constituent pas des décisions gouvernementales et qu'il a affirmé, «fortement» (selon son propre propos), que «la langue arabe est la langue du peuple», tordant le cou à la vérité qu'épale le peuple partout où il exprime sa vie. D'autres connaisseurs de la langue de bois pourraient rétorquer que Sellal a aussi dit que les propositions de ladite commission seraient «étudiées avec minutie», qu'«il n'est dans l'intérêt de personne d'instrumentaliser les débats à des fins politiques et de les sortir de leur contexte éducatif et culturel». Une façon de peut-être signifier que les préoccupations pédagogiques seront seules prises en compte, donc les avis de la commission. Ils peuvent ajouter que Nouria Benghebrat était tout sourire, signe qu'elle se sentait soutenue. Dans cette veine positive, une phrase du Premier ministre a toutes les chances de signifier son adhé-

sion à l'introduction de la darja, dans les programmes scolaires. Cette phrase est la voici : «si la langue arabe constitue l'outil fondamental d'enseignement de l'école algérienne rien n'empêche que cette dernière s'ouvre à toutes les langues vivantes pour l'acquisition des sciences et des technologies». Car, parmi les langues vivantes pour l'acquisition des sciences et des technologies, c'est la seule qui pose problème aux Frères et tutti quanti et qui n'a pas droit de cité dans les institutions éducatives. Et, ici, nulle intention de faire dans l'ironie ou dans la dérision. Ainsi, au bout de tout, Sellal garde tout en main, la chose et son contraire pour pouvoir, le moment venu, sortir la carte qui plaira. Il n'a pas parlé une seule fois du mot qui fâche : la darja, qu'il a superbement omise, alors qu'il a fait une place de choix à tamazight, qu'il a qualifiée de «sœur» de la langue arabe. Il a réussi à vendre des phrases sans offusquer quiconque et même à faire des contents dans les camps opposés. Tant pis pour les adeptes de la clarté et de la précision, qui restent dans l'expectative ou dans le doute, auxquels pourrait être répondu qu'il n'est pas facile d'avancer à visage découvert avant de s'être assuré que tout danger est écarté. C'est ce qui arrive, surtout, quand on a usé dans la manipulation idéologique et politique, quand on a instrumentalisé des «valeurs» qui entravent l'intelligence, quand on a offert la gouvernance des esprits aux ennemis de la raison, quand on a bridé la quête du sens au sein du peuple.

N. R.

Réfugié en Suisse

Arrestation d'un avocat du FIS dissous

L'UN DES AVOCATS des chefs du Front Islamique du salut dissous (FIS), Rachid Mesli a été arrêté en Suisse à la demande des autorités italiennes à la suite d'un mandat d'arrêt international émis par l'Algérie. Selon l'agence suisse de presse ATS, qui rapporte l'information, il a été interpellé mercredi dernier au Grand saint-Bernard. Rachid Mesli a été arrêté alors qu'il se dirigeait en direction de l'Italie en voiture, avec sa femme et son fils, selon des précisions fournies, vendredi, par l'agence italienne ANSA. Le directeur juridique de la Fondation Alkarama, une ONG fondée à Genève (Suisse) où il s'était réfugié, est pour l'instant en garde à vue à Aoste (I), selon ANSA. La cour d'appel de Turin devra se prononcer sur son extradition. Pour rappel, Rachid Mesli avait été condamné en Algérie à trois ans de prison en 1996. Libéré en 1999, il a ensuite obtenu le statut de réfugié politique en Suisse en 2000.

H.O./agences

L'ancien directeur des Antiquités à Palmyre décapité par Etat islamique



Djalou@hotmail.com

Selon le département de la justice de l'Etat de Géorgie

Hamza Bendelladj le hacker, n'a pas été condamné à mort

■ Une information relatant la condamnation à mort du célèbre hacker algérien Hamza Bendelladj est fautive d'autant qu'aucun journal, agence ou site américains n'a corroboré cette nouvelle.

Par Hamid M.

Et pour cause, le procès du jeune algérien de 26 ans a été fixé au 5 octobre prochain à Atlanta, selon le département de la justice de l'Etat de Géorgie, territorialement compétent du fait que le serveur utilisé par le hacker était hébergé à Atlanta d'où son incarcération dans cette ville, rapporte un site électronique. Hamza attend donc de comparaître devant un tribunal où il risque une peine de 30 ans pour «utilisation des serveurs destinés à prendre le contrôle d'ordinateurs personnels et d'avoir fait une promotion agressive de leur virus visant d'autres cybercriminels internationaux pour voler des données confi-



dentielle», selon le communiqué de la justice américaine diffusé

lors de son arrestation. Hamza comparaitra en compagnie de son co-accusé le russe Aleksandre Panin qui avait plaidé coupable en janvier 2014 devant le tribunal fédéral d'Atlanta. Les deux inculpés auraient écoulé un virus et subtilisé la somme de 3.2 millions de dollars en 6 mois de différents comptes bancaires. Hamza, selon l'acte d'accusation serait un «simple revendeur» des produits piratés par le russe. Pour rappel, Hamza a été arrêté à Bangkok en janvier 2013 par la police thaïlandaise (photo) et n'avait pas semblé perturbé par sa possible extradition, arborant un sourire radieux lors de sa présentation aux médias, menotté.

R.N.

Le fils de Tino Rossi retrouvé mort à son domicile

Le parquet ouvre une enquête

Selon «Corse Matin» le fils de Tino Rossi, célèbre chanteur français, est décédé à son domicile parisien dans la nuit de mercredi à jeudi. Laurent était seul chez lui et s'en est allé à l'âge de 67 ans. Il laisse derrière lui deux garçons. Le site du quotidien affirme que ce dernier sera inhumé à Ajaccio, il rejoindra le caveau familial du cimetière marin situé sur la route des îles Sanguinaires.

Mais avant cela, les autorités s'interrogent sur les causes du décès. En effet, le parquet de Paris a ouvert une enquête pour procéder à un examen de corps et éliminer toute hypothèse criminelle.

Tino Rossi, lui, est décédé le 26 septembre 1983 à Neuilly-

sur-Seine, à l'âge de 76 ans. Cet artiste de talent avait marqué son temps et les chants puisqu'il est l'un des rares à avoir réussi à vendre plus de 500 millions de

disques dans le monde entier. On lui doit les titres «Tant qu'il y aura des étoiles», «Petit papa Noël» ou encore «Loin des guitares»... R. G./agences

Syrie

Un monastère du 5^e siècle détruit par Daech

UN MONASTÈRE du 5^e siècle a été détruit par l'organisation autoproclamée «Etat islamique» (EI/Daech) dans le centre de la Syrie, a rapporté hier l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH). «L'EI a détruit jeudi le monastère de Saint Elian à al-Qaryatayne», localité de la province de Homs prise par Daech le 5 août, a indiqué Rami Abdel Rahmane, directeur de l'Observatoire. «Au moyen de bulldozers, ils ont détruit le monastère sous prétexte que les gens y adoraient un (autre) dieu que Dieu», a-t-il ajouté. Le monastère était un lieu de pèlerinage et de dialogue entre les religions à al-Qaryatayne, elle-même symbole de coexistence entre communautés chrétienne et musulmane.

A.O.